



PORTRAIT-DIAGNOSTIC SECTORIEL

DE L'INDUSTRIE PORCINE AU QUÉBEC

AVANT-PROPOS

Ce portrait-diagnostic présente une analyse de l'évolution de la production, de la transformation, de la mise en marché et de la consommation dans le secteur porcin au Québec de 2016 à 2020. Il a été réalisé dans le cadre de l'examen périodique des interventions des Éleveurs de porcs du Québec dans la mise en marché du porc au Québec.

Cet examen est mené par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (Régie) conformément à l'article 62 de la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche* (RLRQ, c. M- 35.5) :

«À la demande de la Régie et au plus tard à tous les cinq ans, chaque office établit devant la Régie ou devant les personnes qu'elle désigne pour lui faire rapport, que le plan et les règlements qu'il édicte servent les intérêts de l'ensemble des producteurs et favorisent une mise en marché efficace et ordonnée du produit visé.»

Afin d'appuyer l'évaluation des résultats du Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a été mandaté pour l'élaboration d'un portrait-diagnostic du secteur porcin au Québec. À la demande de la Régie, ce document présente un portrait évolutif et comparatif de ce secteur tout en tenant compte de son contexte dynamique et concurrentiel.

L'analyse sectorielle, menée dans une perspective de développement durable, rend compte des facteurs ou des changements économiques, environnementaux et sociaux affectant la viabilité et le développement du secteur porcin. La prise en compte des principes de développement durable a permis de déterminer les principaux enjeux suivants, qui ont été pris en considération dans ce portrait-diagnostic : la santé des animaux et des humains, la performance économique du secteur et ses retombées ainsi que l'acceptabilité sociale et l'environnement.

SOMMAIRE

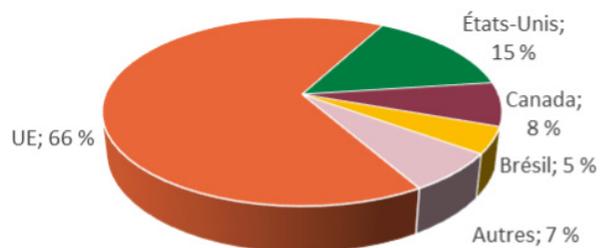
Deux événements majeurs ont marqué la période à l'étude, soit la propagation en Asie et en Europe de la peste porcine africaine (PPA), qui a influencé les marchés d'exportation à partir de la fin de 2018, et la pandémie de COVID-19, qui a perturbé les opérations d'abattage et de découpe tant au Québec qu'en Amérique du Nord.

CONSUMMATION

- De 2015 à 2020, la consommation de porc par personne a diminué au Canada, alors qu'elle a augmenté aux États-Unis.
- Dans l'ensemble des viandes achetées en épicerie, la part relative du porc a diminué au Québec au profit du bœuf et du poulet.
- À l'échelle mondiale, la consommation de porc a diminué à partir de 2019 à cause de la PPA.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Part des exportations de viande fraîche ou congelée et de produits transformés du porc effectuées par le Québec en 2020 (en valeur)



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ

Évolution des exportations de viande fraîche ou congelée et de produits transformés du porc effectuées par le Québec



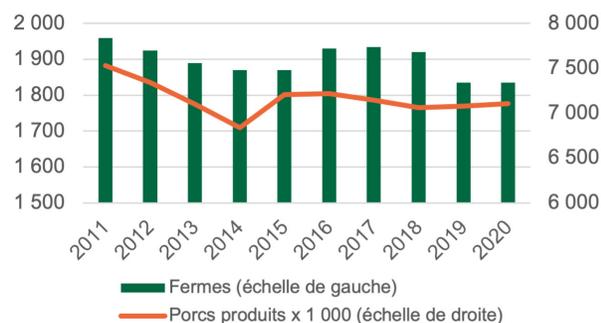
Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ

- Le Québec est le plus gros exportateur de porc au Canada, avec une part stable d'environ 40 % de la valeur des exportations de cette viande.
- Appuyée par la demande chinoise, la valeur des exportations de viande de porc (fraîche ou congelée) du Québec a augmenté de 32 % de 2016 à 2020.
- En 2020, les exportations québécoises de produits porcins se sont élevées à 2,1 G\$, dirigées principalement vers la Chine (46 %), les États-Unis (23 %), le Japon (17 %) et les Philippines (3 %).
- En 2020, les importations au Québec de produits porcins ne représentaient que 5 % des importations canadiennes.

PRODUCTION

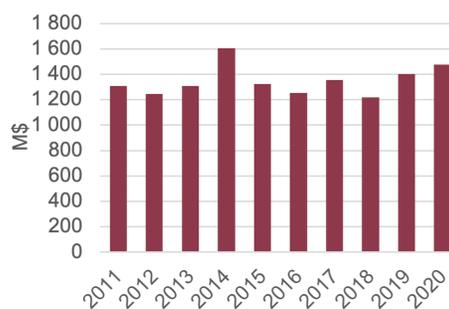
- Le Québec demeure le leader au Canada dans le secteur porcine avec 30 % de la production canadienne.
- La production annuelle du Québec a été stable au cours de la période à l'étude avec près de 7 millions de porcs élevés ici.
- Le nombre de fermes porcines au Québec a diminué de 5 %, mais le nombre moyen de porcs par ferme a augmenté de 7 %.
- L'augmentation du poids d'expédition des porcs sur le marché a fait croître les recettes de marché du Québec.

Évolution du nombre de fermes porcines et du nombre de porcs produits et abattus au Québec



Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ

Évolution des recettes de marché au Québec



Sources : Statistique Canada et Institut de la Statistique du Québec; compilation du MAPAQ

TRANSFORMATION

- La quasi-totalité des porcs élevés au Québec est transformée au Québec.
- Le Québec importe aussi chaque année des porcs du reste du Canada pour les abattre ici.
- Ainsi, en 2020, le Québec a abattu et transformé 37 % des porcs du Canada pour un total de plus de 8,3 millions de porcs.
- En 2020, 7 entreprises propriétaires de 10 établissements d'abattage ont transformé plus de 98 % des porcs au Québec.

ENJEUX ET DÉFIS

- L'enjeu de la rareté de main-d'œuvre s'est imposé au cours de la période à l'étude. La difficulté croissante à recruter et à retenir cette main-d'œuvre, particulièrement dans les entreprises de transformation, affecte la compétitivité et la création de valeur ajoutée dans ces entreprises.
- L'acceptabilité sociale des productions animales et la diminution de leurs impacts sur l'environnement préoccupent non seulement les citoyens résidant à proximité, mais de plus en plus les consommateurs nationaux et internationaux. L'adoption de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (RLRQ, c B-3.1) est venue renforcer la responsabilité des acteurs du milieu au regard du maintien de conditions d'élevage reconnues.
- La vigilance quant à la santé animale et les mesures de prévention et de gestion des maladies demeurent importantes. La propagation de la PPA dans le monde renforce la pertinence de la préparation face aux maladies à déclaration obligatoire ;
- Comme le Québec exporte la plus grande part de sa production porcine, les épisodes de fermeture de frontières et de perturbations sur les marchés extérieurs pour divers motifs commerciaux, politiques ou sanitaires sont des facteurs récurrents de risques à gérer.
- La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des lacunes en matière de coordination et de communication entre les maillons de la filière. Ces lacunes ont nui au respect de certaines normes de bien-être animal et à un arrimage efficace entre la production et les capacités d'abattage. La concertation et la bonne collaboration des acteurs de la filière, aussi bien au Québec que dans le reste du Canada, sont déterminantes pour la résilience, la compétitivité et le développement durable du secteur porcine.

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | Consommation | 8 |
| 1.1 | Consommation mondiale | 8 |
| 1.2 | Consommation au Canada et aux États-Unis | 9 |
| 1.3 | Consommation au Québec | 10 |
| 1.4 | Flux économiques du commerce au détail alimentaire et du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels privés et publics (HRI) en 2020 | 11 |
| 2 | Marchés extérieurs et échanges commerciaux | 12 |
| 2.1 | Échanges commerciaux internationaux | 12 |
| 2.2 | Échanges commerciaux du Canada et des États-Unis | 13 |
| 2.3 | Échanges commerciaux du Québec | 14 |
| 3 | Production | 15 |
| 3.1 | Évolution de la production dans le monde | 15 |
| 3.2 | Évolution de la production au Canada et au Québec | 16 |
| 3.3 | Flux économiques : dynamique de la production au Québec en 2020 | 19 |
| 4 | Performance économique et compétitivité de la production porcine du Québec | 20 |
| 4.1 | Performance économique des entreprises de production porcine | 20 |
| 4.2 | Compétitivité du secteur de la production porcine | 24 |
| 5 | Transformation | 26 |
| 5.1 | Abattage de porcs au Canada et aux États-Unis | 26 |
| 5.2 | Abattage et transformation de porcs au Québec | 27 |
| 5.3 | Flux économiques : dynamique du secteur de l'abattage et de la transformation au Québec en 2020 | 30 |
| 6 | Retombées économiques de l'industrie porcine au Québec | 31 |
| 7 | Recherche et innovation | 32 |
| 8 | Enjeux et défis | 33 |
| 8.1 | Accès à la main-d'œuvre | 33 |
| 8.2 | Acceptabilité sociale et environnement | 33 |
| 8.3 | Santé animale et maladies émergentes | 34 |
| 8.4 | Accès aux marchés | 34 |
| 8.5 | Agilité de la filière et vision à long terme | 34 |
| 9 | Annexes | 35 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1 — Consommation de viande de porc dans différents pays et dans le monde (en milliers de tonnes équivalent-carcasse) _____ | 8 |
| Tableau 2 — Part relative des viandes (fraîches et surgelées) en matière de volume (kg) vendu dans les grands magasins au Québec _____ | 10 |
| Tableau 3 — Croissance des prix à la consommation au Québec de 2016 à 2020 _____ | 10 |
| Tableau 4 — Évolution des exportations (viandes, abats et produits transformés) des principaux pays exportateurs mondiaux de 2016 à 2020 (en millions de dollars canadiens) _____ | 12 |
| Tableau 5 — Évolution de la valeur des exportations de viande fraîche, surgelée, transformée et d'abats comestibles de porc pour certaines provinces, le Canada et les États-Unis (en millions de dollars canadiens) _____ | 14 |
| Tableau 6 — Évolution de la valeur des exportations de porcs vivants pour certaines provinces, le Canada et les États-Unis (en millions de dollars canadiens) _____ | 14 |
| Tableau 7 — Variation des échanges internationaux du secteur porcin québécois entre 2016 et 2020 ____ | 14 |
| Tableau 8 — Répartition de certaines dépenses d'exploitation, Canada, Québec et Ontario (moyenne de 2016 à 2020) _____ | 20 |
| Tableau 9 — Répartition de certaines dépenses d'exploitation, Canada, Québec et Ontario (moyenne de 2016 à 2020) _____ | 20 |
| Tableau 10 — Répartition des revenus des exploitations au Canada, au Québec et en Ontario (moyenne de 2016 à 2020) _____ | 21 |
| Tableau 11 — Évolution du nombre de porcs abattus et du poids d'abattage au Québec, en Ontario et au Manitoba _____ | 25 |
| Tableau 12 — Nombre et provenance des porcs abattus au Québec depuis 2016 (en milliers de porcs) _____ | 28 |
| Tableau 13 — Volume d'abattage pour certaines provinces (en milliers de porcs) _____ | 28 |
| Tableau 14 — Retombées économiques liées à la filière de la production de porcs et de la transformation de viande porcine au Québec en 2020 (en millions de dollars canadiens) _____ | 31 |
| Tableau 15 — Consommation nationale de viande de porc dans différents pays (en milliers de tonnes équivalent-carcasse) _____ | 35 |
| Tableau 16 — Évolution du volume des exportations de viande et d'abats comestibles des principaux pays exportateurs mondiaux de 2016 à 2020 _____ | 36 |
| Tableau 17 — Variation des importations du secteur porcin québécois de 2016 à 2020 _____ | 36 |
| Tableau 18 — Production (x 1 000 tonnes métriques équivalent-carcasse) _____ | 37 |
| Tableau 19 — Nombre de truies en production (x 1000 têtes) _____ | 37 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|---|----|
| Figure 1 — Consommation par personne de viande porcine (en kilogrammes équivalent-carcasse) _____ | 9 |
| Figure 2 — Provenance de la viande porcine consommée au Québec en 2020 (commerce au détail alimentaire et réseau HRI) _____ | 11 |
| Figure 3 — Évolution annuelle des cheptels de truies (en millions de truies) _____ | 15 |
| Figure 4 — Évolution de la production (en milliers de tonnes équivalent-carcasse) _____ | 16 |
| Figure 5 — Évolution du nombre de truies ayant mis bas pour les principales provinces productrices et le Canada (en milliers de truies) _____ | 16 |
| Figure 6 — Porcs et porcelets produits au Québec, en Ontario et au Manitoba _____ | 17 |
| Figure 7 — Évolution du nombre de sites positifs à la DEP et au DCVP répertoriés au Québec _____ | 18 |
| Figure 8 — Flux économiques de la production porcine québécoise en 2020 _____ | 19 |
| Figure 9 — Proportion des paiements de programmes et des produits d'assurance sur le revenu _____ | 21 |
| Figure 10 — Bénéfice net moyen de 2016 à 2020 au Canada, au Québec et en Ontario _____ | 22 |
| Figure 11 — Évolution de l'endettement _____ | 22 |
| Figure 12 — Évolution du fonds de roulement _____ | 22 |
| Figure 13 — Évolution de la part de la dette à court terme sur le revenu _____ | 23 |
| Figure 14 — Répartition (%) de la couverture des dépenses des entreprises spécialisées en production porcine _____ | 24 |
| Figure 15 — Évolution des recettes de marché (M\$) du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et du reste du Canada _____ | 24 |
| Figure 16 — Évolution du revenu par kilogramme de porc (\$/kg vif) à l'abattage au Québec, en Ontario et au Manitoba. _____ | 26 |
| Figure 17 — Part d'abattage des grandes compagnies au Canada _____ | 26 |
| Figure 18 — Proportions des types de produits exportés (en valeur) _____ | 29 |
| Figure 19 — Approvisionnement et destination des produits de transformation de la viande porcine au Québec en 2020 _____ | 30 |

1 CONSOMMATION

1.1 CONSOMMATION MONDIALE

La consommation mondiale de porc est estimée à 96 millions de tonnes équivalent-carcasse pour 2020. Si, en 2015, le porc était la viande la plus consommée au monde, il a été devancé par la volaille à compter de 2016. La Chine, l'Union européenne et les États-Unis consomment plus de 70 % de la production mondiale de porc.

Tableau 1 — Consommation de viande de porc dans différents pays et dans le monde (en milliers de tonnes équivalent-carcasse)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | TCAM* 2016-2020 |
|------------------|---------|---------|---------|---------|--------|--------------------|
| Chine | 56 086 | 55 812 | 55 295 | 44 866 | 41 521 | -7,2 % |
| Union européenne | 20 844 | 20 909 | 21 258 | 20 425 | 19 621 | -1,5 % |
| États-Unis | 9 476 | 9 541 | 9 747 | 10 066 | 10 031 | 1,4 % |
| Autres pays | 24 405 | 25 194 | 25 929 | 25 635 | 24 996 | 0,6 % |
| Total - monde | 110 811 | 111 456 | 112 229 | 100 992 | 96 169 | -3,5 % |

* TCAM : Taux de croissance annuel moyen¹

Sources : United States Department of Agriculture (USDA), Foreign Agricultural Service, Livestock and Poultry: World Markets and Trade, octobre 2020 et avril 2021, tableau 15 détaillé à l'annexe 1.

L'ÉPIDÉMIE DE PESTE PORCINE AFRICAINE A LIMITÉ L'ACCÈS À LA VIANDE DE PORC À PARTIR DE 2019

La consommation mondiale de porc a été stable de 2016 à 2018 et a connu une diminution de 10 % et de 5 % en 2019 et en 2020 respectivement. En comparaison, la population mondiale s'est accrue de 4 % depuis 2016. Ces baisses de consommation sont attribuables aux répercussions de la peste porcine africaine (PPA). L'épidémie de PPA s'est déclarée en Chine à la fin de 2018 et s'est propagée en Asie et ensuite en Europe. Particulièrement en Chine, la PPA a décimé les troupeaux et réduit la quantité de carcasses disponibles pour la mise en marché.

LES PERSPECTIVES MONDIALES INDIQUENT UNE CROISSANCE DE 1,3 % PAR ANNÉE EN MOYENNE JUSQU'EN 2030

La consommation mondiale de viande porcine devrait s'accroître de 13 % au cours des dix prochaines années et représenter 33 % de l'augmentation totale de la consommation de viande². L'augmentation est surtout attendue en Amérique latine, où les prix relatifs avantageux de la viande porcine favoriseront une progression rapide pour satisfaire la demande croissante de la classe moyenne. En Asie, une fois dissipés les effets de la PPA, la consommation de porc par habitant devrait repartir à la hausse dans plusieurs pays où cette viande est traditionnellement prisée. Ailleurs dans le monde, la consommation par habitant resterait stable d'ici 2030, et pourrait même diminuer quelque peu en Europe et en Amérique du Nord.

1 Calcul du TCAM = Moyenne des taux par année pour la période. Taux pour l'année N = $(\text{Valeur}_N - \text{Valeur}_{N-1}) / \text{Valeur}_{N-1} \times 100$

2 D'après les projections de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) <https://www.oecd.org/fr/publications/perspectives-agricoles-de-l-ocde-et-de-la-fao-19991150.htm>

1.2 CONSOMMATION AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

UNE BAISSÉ DE LA CONSOMMATION AU CANADA ET UNE PROGRESSION AUX ÉTATS-UNIS SONT OBSERVÉES³

En 2020 au Canada, la consommation de porc par personne était de 18,8 kg, soit 2,9 kg (13 %) de moins que la consommation moyenne de 2011 à 2015. La consommation par personne pour l'ensemble des viandes⁴ a également diminué de 0,8 kg, soit de 1 %. La consommation de porc par habitant est supérieure aux États-Unis par rapport au Canada et cet écart s'est accru de 2016 à 2020 (figure 1).

Figure 1 — Consommation par personne de viande porcine (en kilogrammes équivalent-carcasse)



Sources : USDA, Economic Research Service, *Livestock & Meat Domestic Data*, Statistique Canada, tableau 32-10-0054-01

De 2011 à 2015, la quantité totale de viande de porc consommée a progressé de 3 % en moyenne par année au Canada⁵ et aux États-Unis⁶. De 2016 à 2020, elle a diminué de 1,2 % au Canada, mais s'est accrue de 1,4 % aux États-Unis.

Cette réduction de la consommation en 2020 au Canada s'expliquerait par la baisse des revenus des ménages jumelée à la hausse des prix de la viande, la fermeture des services de restauration et la croissance des exportations.

LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE COMBLE 44 % DE LA CONSOMMATION CANADIENNE

Le Canada est un exportateur net de porc et atteignait, en 2020, un taux d'autosuffisance de 321 %⁷. En dépit de cela, la production canadienne comblait en réalité 86 % de la consommation totale de porc au Canada⁸. Les entreprises canadiennes importent des carcasses et des découpes⁹ pour satisfaire certains besoins en fonction des préférences des consommateurs pour des coupes ou produits spécifiques ou pour saisir des occasions ponctuelles de marchés. En 2020, le Québec a fourni 44 %¹⁰ de toute la viande de porc consommée au Canada.

3 Équivalent kg-carcasse : porc sans poil, onglons, tube digestif, foie, rate, appareils/organes génitaux, cœur, poumons, glandes salivaires

4 Bœuf, veau, porc, agneau et mouton, poulet, poule et dindon.

5 Statistique Canada, Offre et utilisation d'aliments au Canada, tableau 32-10-0053-01.

6 USDA, Economic Research Service, *Livestock & Meat Domestic Data*.

7 Calcul de l'autosuffisance : production de 2020 (2298457 tm)/consommation de 2020 (715899 tm).

8 Statistique Canada, Offre et utilisation d'aliments au Canada, tableau 32-10-0053-01 ; calculs du MAPAQ.

9 DEMANDE (consommation + exportations + pertes + utilisations industrielles + stock de fin) = OFFRE (stock de début + production + importations).

10 MAPAQ, Modèle des flux, 2020.

1.3 CONSOMMATION AU QUÉBEC

L'analyse du circuit de commercialisation de la viande de porc au Québec permet d'estimer la consommation de celle-ci à 24,5 kg au Québec pour l'année 2020, ce qui est supérieur à la moyenne canadienne (18,8 kg).

LE PORC PERD DES PARTS DE VENTE AU COMPTOIR DES VIANDES DANS LES GRANDS MAGASINS

L'analyse des ventes au détail chez les grands détaillants alimentaires¹¹ au Québec pour les périodes 2016-2017 et 2019-2020 (tableau 2) montre qu'en 2019-2020, au comptoir des viandes, le bœuf et le veau s'approprièrent 40 % du volume vendu, la volaille, 37 %, le porc, 22 %, la viande ovine, 0,3 % et les autres viandes, 1 %. De 2016-2017 à 2019-2020, la part relative du porc (y compris le jambon) est passé de 27 % à 22 %, au profit du bœuf et du poulet.

Tableau 2 — Part relative des viandes (fraîches et surgelées) en matière de volume (kg) vendu dans les grands magasins au Québec

| Périodes | Bœuf | Poulet | Porc | Jambon | Dinde | Veau | Mouton et agneau | Autres viandes | Total viandes |
|-----------|------|--------|------|--------|-------|------|------------------|----------------|---------------|
| 2016-2017 | 35 % | 29 % | 25 % | 2 % | 5 % | 2 % | 0,4 % | 2 % | 100 % |
| 2019-2020 | 38 % | 33 % | 20 % | 2 % | 4 % | 2 % | 0,3 % | 1 % | 100 % |
| Évolution | ↑ | ↑ | ↓ | = | ↓ | = | ↓ | ↓ | |

Source : Nielsen, Ventes au détail dans les grands magasins au Québec ; compilation du MAPAQ.

Les préférences des consommateurs varient aussi selon les coupes de viandes. Pour le porc, les côtelettes (27 %) ont la faveur, suivies du porc haché (18 %) et des rôtis (14 %).

1.3.1 PRIX À LA CONSOMMATION

LES PRIX À LA CONSOMMATION DES VIANDES AUGMENTENT

De 2016 à 2020, le prix à la consommation pour la viande de porc a progressé de 12 %. Cette hausse est supérieure à celle des aliments et des boissons (à l'exception de l'alcool), qui s'établit à 7 %. L'augmentation des prix peut s'expliquer, entre autres, par la baisse de la production mondiale, les difficultés liées à la pandémie de COVID-19 et la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Tableau 3 — Croissance des prix à la consommation au Québec de 2016 à 2020

| | Variation |
|---|-----------|
| Indice des prix à consommation (IPC) dans l'ensemble | 6 % |
| Aliments et boissons achetés en magasin et dans les restaurants (à l'exception de l'alcool) | 7 % |
| Bœuf frais ou surgelé | 9 % |
| Porc frais ou surgelé | 12 % |
| Volaille fraîche ou surgelée | 12 % |

Source : Statistique Canada, IPC, tableau 18-10-0005-01

¹¹ Marché combiné incluant les supermarchés, les pharmacies, Walmart, les clubs-entrepôts et les magasins de marchandises générales (ex. : Hart, Tigre géant). Sont exclus : les magasins spécialisés (ex. : boucheries), les dépanneurs, les restaurants et la vente directe au consommateur.

1.3.2 NOUVELLES TENDANCES D'ACHAT

Les chaînes d'alimentation s'approvisionnent davantage en viandes prêtes à consommer ou à cuire, ce qui augmente la demande pour une découpe des carcasses en portions individuelles de même que pour la viande transformée et les mets cuisinés. Par ailleurs, l'intérêt pour les protéines végétales grandit et celles-ci devraient faire de plus en plus concurrence aux protéines animales.

DD¹² — SANTÉ ET QUALITÉ DE VIE

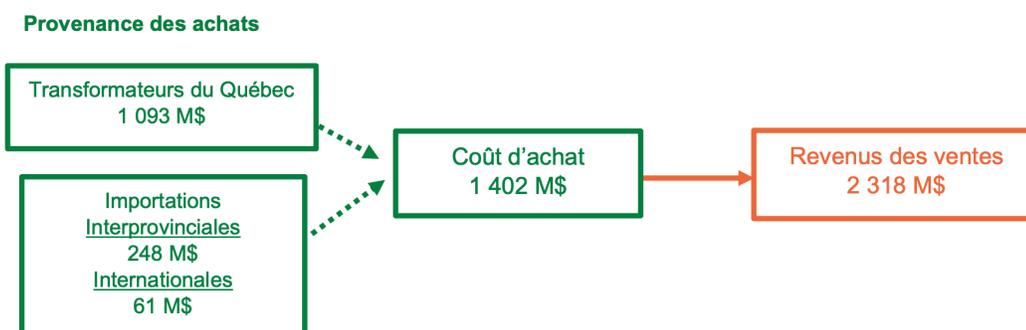
L'organisme Aliments du Québec appose son logo sur plus de 5 500 produits à base de porc. La marque *Le porc du Québec* se définissant comme étant associée à une viande élevée et transformée au Québec qui respecte de hauts standards de qualité en matière de salubrité, de traçabilité et de bien-être animal cadre bien avec la tendance d'achat local. L'industrie du porc du Québec contribue à l'économie locale, réduisant du même coup le transport et l'empreinte carbone du produit pour les consommateurs québécois. Le porc est reconnu comme une source de protéines faible en gras, maigre et nutritive suivant les recommandations du nouveau guide alimentaire canadien.

1.4 FLUX ÉCONOMIQUES DU COMMERCE AU DÉTAIL ALIMENTAIRE ET DU RÉSEAU DE L'HÔTELLERIE, DE LA RESTAURATION ET DES ÉTABLISSEMENTS INSTITUTIONNELS PRIVÉS ET PUBLICS (HRI) EN 2020

LES TRANSFORMATEURS DU QUÉBEC ACCAPARENT 78 % DE LA VALEUR DES ACHATS DES DÉTAILLANTS ET DES SERVICES ALIMENTAIRES DE LA PROVINCE EN VIANDE ET EN PRODUITS DU PORC

Les achats de viande et de produits transformés à base de porc par les détaillants et les services alimentaires du réseau HRI se chiffraient à 1 402 M\$ en 2020. L'approvisionnement provenant des transformateurs québécois est estimé à 1 093 M\$, soit 78 % des achats. Les importations s'élèvent à 309 M\$, soit 248 M\$ provenant du reste du Canada et 61 M\$ du marché international. Il est à noter que des importations internationales peuvent être comptabilisées comme des importations interprovinciales si elles transitent par une autre province. Les autres dépenses, dont celles liées à la main-d'œuvre et à la marge bénéficiaire des détaillants et des services alimentaires, représentent 916 M\$. La valeur totale de la demande finale est de 2 318 M\$.

Figure 2 — Provenance de la viande porcine consommée au Québec en 2020¹³ (commerce au détail alimentaire et réseau HRI)



Sources : Statistique Canada et Institut de la Statistique du Québec, compilation du MAPAQ

12 Développement durable

13 Les résultats présentés constituent l'évaluation d'un système complexe. Ils sont à considérer comme un éclairage sur la dynamique du secteur et non selon la valeur au dollar près. L'estimation est basée sur les informations disponibles au moment de la rédaction du présent document (été 2021).

2 MARCHÉS EXTÉRIEURS ET ÉCHANGES COMMERCIAUX

2.1 ÉCHANGES COMMERCIAUX INTERNATIONAUX

INFLUENCÉ PAR LA DEMANDE CHINOISE, LE VOLUME DES EXPORTATIONS MONDIALES DE VIANDES DE PORC A PROGRESSÉ DE 4 % DE 2016 À 2020

En 2020, les exportations mondiales de produits du porc ont totalisé 67 G\$, et étaient composées de 75 % de viande fraîche ou surgelée (50 G\$), de 9 % d'abats de porc (6 G\$) et de 16 % de produits transformés (11 G\$). Pour la période 2016-2020, les volumes exportés de viande de porc fraîche et surgelée ont affiché une croissance annuelle de 4 %, alors que les exportations d'abats comestibles ont diminué de 3 % par année. Au même moment, le volume des exportations mondiales de produits transformés du porc a été stable (0,2 %/an).

Pour l'ensemble du secteur porcin, l'Union européenne (UE) est le plus grand exportateur mondial de produits avec 66 % de la valeur des exportations mondiales en 2020, suivie des États-Unis (15 %) et du Canada (8 %). Il est à noter cependant que 35 % des échanges mondiaux se sont réalisés entre les pays de l'UE en 2020.

Tableau 4 — Évolution des exportations (viandes, abats et produits transformés) des principaux pays exportateurs mondiaux de 2016 à 2020 (en millions de dollars canadiens)

| Année | Espagne | États-Unis | Allemagne | Pays-Bas | Danemark | Canada | Monde |
|----------------|---------|------------|-----------|----------|----------|--------|--------|
| 2016 | 6 048 | 7 668 | 8 053 | 3 777 | 4 425 | 3 757 | 51 901 |
| 2020 | 10 909 | 10 015 | 8 686 | 5 355 | 5 230 | 4 995 | 66 581 |
| TCAM 2016-2020 | 15,9 % | 6,9 % | 1,9 % | 9,1 % | 4,3 % | 7,4 % | 6,4 % |

Source : Global Trade Tracker, compilation du MAPAQ, détail au tableau 16 de l'annexe 2

En 2020, les principaux importateurs de produits porcins étaient, par ordre d'importance, l'UE (38 %), la Chine (32 %) et le Japon (10 %).

2.1.1 ACCORDS INTERNATIONAUX DE COMMERCE

NOUVEAUX ACCORDS COMMERCIAUX FAVORABLES AUX EXPORTATEURS CANADIENS DE PORC

Durant la période étudiée, les exportateurs de viande de porc ont bénéficié de clauses avantageuses dans plusieurs accords commerciaux qui ont été conclus ou renouvelés. En 2020, l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) a remplacé l'ALENA conclu en 1994, et a reconduit les mêmes privilèges d'accès au marché pour les produits du porc dans les trois pays signataires.

En 2017, l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'UE a donné accès au marché européen pour un contingent tarifaire supplémentaire de 75 000 tonnes de porc frais ou congelé sans droit de douane et a permis l'élimination des tarifs douaniers pour les produits transformés¹⁴. Depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE en 2020, l'Accord de continuité commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni (ACCRU, 1^{er} avril 2021) maintient les mêmes conditions pour ce pays.

¹⁴ Les exportations du Québec vers l'Union européenne n'ont pas dépassé les 2000 tonnes de produits porcins depuis l'entrée en vigueur de l'AECG (Global Trade Tracker)

L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, conclu en 2018 avec 11 pays de la zone Asie-Pacifique, élimine des droits de douane pour les produits du porc. Précédemment, l'accord de libre-échange signé en 2015 entre le Canada et la Corée du Sud a prévu d'éliminer progressivement les tarifs douaniers pour la viande de porc. Par ailleurs, des ententes de reconnaissance de régionalisation en cas de PPA ont été ajoutées aux accords commerciaux dans le but de sécuriser les marchés en cas de maladie au Canada.

2.1.2 CONTEXTE DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS INTERNATIONAUX

INSTABILITÉ SUR LES MARCHÉS POUR LES EXPORTATIONS DU SECTEUR PORCIN DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS

En 2018, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ainsi que le Mexique, ont amené des incertitudes pour les exportations des États-Unis. Combinées à une hausse de la production américaine, ces incertitudes ont exercé une pression à la baisse sur le prix du porc aux États-Unis, de même que sur la valeur de la carcasse. Cette situation s'est répercutée sur le prix payé aux éleveurs du Québec, qui a baissé de 9 % en 2018 comparativement à 2017.

Par la suite, l'épidémie de PPA a pris de l'ampleur et touché de nombreux pays producteurs de porcs, dont la Chine. Dans un contexte où la production de porcs en Chine a diminué de 33 % de 2018 à 2020, les importations de ce pays ont triplé durant cette période, ce qui a soutenu les marchés. La Chine a ainsi accaparé une part du commerce international de viande porcine auparavant destiné à d'autres pays importateurs.

L'embellie des marchés d'exportation n'aura été que de courte durée avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19, qui a touché tous les maillons du secteur bioalimentaire mondial. Les éclosions et les mesures de confinement ont ralenti les activités dans les usines, voire forcé des fermetures temporaires, notamment au Canada et aux États-Unis. Le refoulement des bêtes devant être abattues a contribué à un recul des prix de référence américains en 2020. De plus, les déclarations de cas de COVID-19 parmi les employés d'abattoirs ont amené la Chine à suspendre les permis d'exportation de plusieurs établissements d'abattage dans le monde, dont quatre au Québec.

2.2 ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS

HAUSSE IMPORTANTE DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE 2016 À 2020

Malgré les facteurs d'incertitude énoncés précédemment, la croissance des exportations canadiennes et américaines de porc s'est accélérée durant la période étudiée. La valeur des exportations canadiennes a augmenté de 28 % de 2016 à 2020 comparativement à 11 % de 2011 à 2015. La même tendance est observable du côté américain avec une croissance de 31 % de 2016 à 2020 comparativement à 17 % de 2011 à 2015. La viande surgelée a connu la plus forte croissance des exportations à cause de l'augmentation des volumes dirigés vers la Chine. En 2020, la valeur des exportations canadiennes des produits du secteur porcin y compris les animaux vivants s'élevait à 5 G\$, comparativement à 10 G\$ pour les États-Unis. Au Canada, les exportations étaient surtout sous forme de viande surgelée (40 %) ou fraîche (39 %), alors que du côté des États-Unis, elles étaient dominées par la viande surgelée (49 %).

Tableau 5 — Évolution de la valeur des exportations de viande fraîche, surgelée, transformée et d'abats comestibles de porc pour certaines provinces, le Canada et les États-Unis (en millions de dollars canadiens)

| | Québec | Manitoba | Ontario | Canada | États-Unis |
|----------------|--------|----------|---------|--------|------------|
| 2016 | 1 621 | 917 | 593 | 3 757 | 7 668 |
| 2020 | 2 139 | 1 467 | 691 | 4 995 | 10 015 |
| TCAM 2016-2020 | 7,2 % | 12,4 % | 3,9 % | 7,4 % | 6,9 % |

Source : Global Trade Tracker ; compilation du MAPAQ

Au Canada, le Québec est le plus gros exportateur de viande et de produits porcins, avec une part stable d'environ 40 % de la valeur des exportations canadiennes. Pour les exportations de porcs vivants, le Québec est peu présent sur le marché, au contraire du Manitoba et de l'Ontario.

Tableau 6 — Évolution de la valeur des exportations de porcs vivants pour certaines provinces, le Canada et les États-Unis (en millions de dollars canadiens)

| | Québec | Manitoba | Ontario | Canada | États-Unis |
|----------------|---------|----------|---------|--------|------------|
| 2016 | 5 | 229 | 112 | 437 | 18 |
| 2020 | 2 | 173 | 105 | 385 | 30 |
| TCAM 2016-2020 | -23,2 % | -6,7 % | -1,5 % | -3,1 % | 13 % |

Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ

La valeur des importations canadiennes des produits du secteur porcin était de 1 G\$ en 2020, ce qui correspond à une baisse de 8 % comparativement à 2016. En 2020, la viande transformée (45 %) et la viande fraîche (39 %) étaient les plus importées au pays, avec l'Ontario comme principale portée d'entrée (63 %).

2.3 ÉCHANGES COMMERCIAUX DU QUÉBEC

HAUSSE DES EXPORTATIONS DE PORC JUSQU'À 2 G\$, DONT LA MOITIÉ EN VIANDE CONGELÉE

De 2016 à 2020, la valeur des exportations québécoises du secteur porcin a augmenté de 32 %, notamment grâce à une hausse de 20 % de 2019 à 2020. Par la suite, en 2020, les exportations québécoises de produits du secteur porcin se sont élevées à 2 G\$¹⁵ et étaient réparties comme suit : 56 % de viande congelée, 30 % de viande fraîche, 8 % de viande transformée et 6 % d'abats comestibles. En 2020, près de 90 % des exportations québécoises ont été dirigées vers trois pays : la Chine (46 %), les États-Unis (23 %) et le Japon (17 %).

Tableau 7 — Variation des échanges internationaux du secteur porcin québécois entre 2016 et 2020

| | | Viande fraîche | Viande surgelée | Abats comestibles | Viande et abats transformés | Animaux vivants |
|---|-----------------------|----------------|-----------------|-------------------|-----------------------------|-----------------|
| Valeur (millions de dollars canadiens) | 2016 | 745 | 611 | 114 | 154 | 5 |
| | 2020 | 649 | 1 190 | 136 | 169 | 2 |
| | TCAM 2016-2020 | -3,4 % | 18,1 % | 4,4 % | 2,3 % | -23,2 % |
| Volume (milliers de tonnes, nombre de têtes*) | 2016 | 180 | 256 | 68 | 50 | 18 747* |
| | 2020 | 131 | 429 | 62 | 40 | 20 709* |
| | TCAM 2016-2020 | -7,6 % | 13,7 % | -2,2 % | -5,2 % | 2,5 % |

Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ

¹⁵ Il est à noter qu'une part de ces exportations peuvent être des volumes de transit issus d'autres provinces et quittant le pays par le Québec

La valeur des exportations vers la Chine est passée de 372 M\$ en 2019 à 977 M\$ en 2020. Il est à noter que la Chine avait suspendue les importations de porc canadien de juin à novembre 2019. La demande chinoise et les contraintes liées à l'accès à la main-d'œuvre ont modifié le profil des exportations québécoises. La viande fraîche, qui composait les principaux produits exportés par le secteur en 2016, a connu une diminution de 15 % en 2020, tandis que les exportations de viande surgelée ont augmenté de 59 %. Or, la valeur à l'exportation de la viande congelée (2,77 \$/kg en 2020) est inférieure à celle de la viande fraîche (4,94 \$/kg). L'exportation de coupes primaires et de demi-carcasses plutôt que de découpes à haute valeur ajoutée peut aussi expliquer le prix moindre des produits. Cette croissance de la valeur des exportations vers la Chine ne s'est pas maintenue au-delà de 2020.

Par ailleurs, en 2020, les importations du Québec ne représentaient que 5 % des importations canadiennes¹⁶. Toutefois, des produits destinés au Québec peuvent entrer par d'autres provinces tel l'Ontario. Les importations du Québec provenaient principalement des États-Unis et de l'Union européenne.

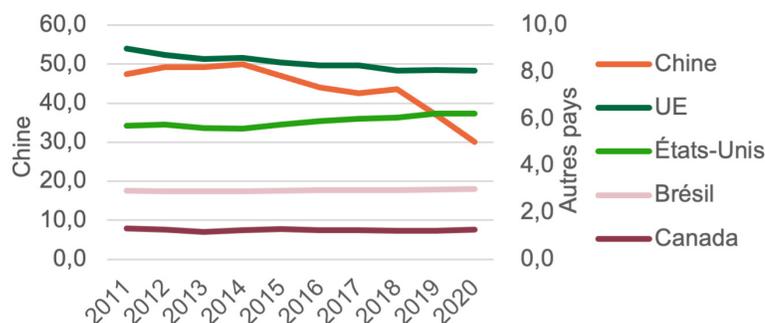
3 PRODUCTION

3.1 ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LE MONDE

Les plus grands producteurs de porcs dans le monde en 2020 étaient, en ordre décroissant la Chine (38 %), l'UE (24 %), les États-Unis (13 %), le Brésil (4 %), la Russie (4 %), le Vietnam (3 %) et le Canada (2 %).

Parmi les principaux exportateurs, les États-Unis et le Brésil ont connu des taux de croissance annuelle respectifs de 2 % et de 1 % pour leur inventaire de truies et de 3 % chacun pour la quantité de viande produite au cours de la période 2016-2020.

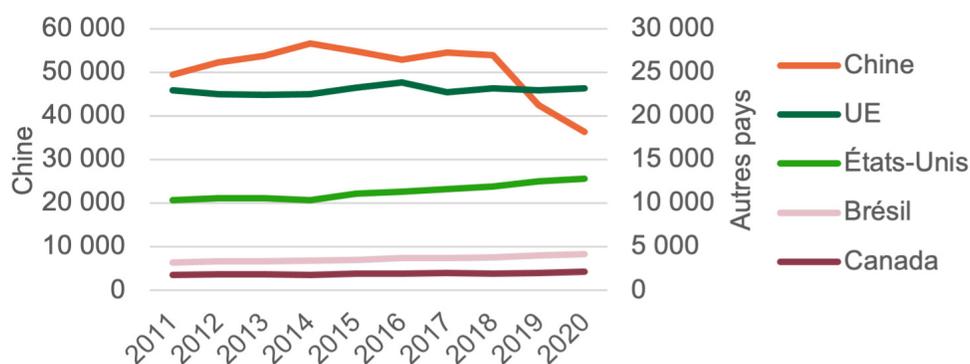
Figure 3 — Évolution annuelle des cheptels de truies (en millions de truies)



Sources : USDA, Eurostat et Agriculture et agroalimentaire Canada (AAC) ; compilation du MAPAQ, détail à l'annexe 3

¹⁶ Annexe 2, tableau 17 : Variation des importations du secteur québécois de 2016 à 2020

Figure 4 — Évolution de la production (en milliers de tonnes équivalent-carcasse)



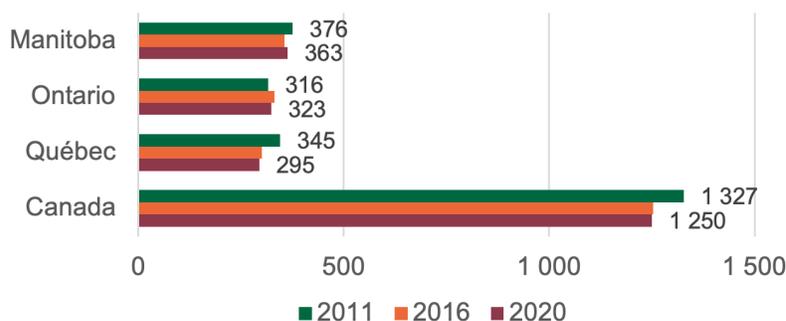
Source : USDA ; détail à l'annexe 3

Dans le cas de l'UE, l'Espagne (+9 %), la France (+5 %) et le Danemark (+3 %) ont connu une croissance de leur cheptel de truies de 2016 à 2020, alors que les autres pays de l'UE ont affiché une baisse. En fin de compte, le cheptel européen de truies et la quantité de viande produite ont baissé de 3 % depuis 2016. Le cheptel de truies au Canada est stable et s'inscrit dans la continuité de celui de la période 2011-2015. La quantité de viande produite au Canada a connu une augmentation moyenne de 2 % par année de 2016 à 2020.

En 2018, la Chine comptait pour 48 % de la production mondiale, mais la PPA a fait chuter du tiers son cheptel. Par conséquent, en 2020, la Chine comptait pour 38 % de la production mondiale. L'épidémie est en voie d'être jugulée et il est très probable que la Chine se relèvera dans un horizon de cinq ans, grâce à des investissements massifs dans des fermes d'élevage à grande échelle dotées des dernières technologies. La PPA s'est aussi dispersée en Asie et en Europe. L'effet de la maladie sur les animaux est plus limité en Europe grâce à une meilleure biosécurité, mais cela nuit aux exportations des pays touchés¹⁷.

3.2 ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION AU CANADA ET AU QUÉBEC

Figure 5 — Évolution du nombre de truies ayant mis bas pour les principales provinces productrices et le Canada (en milliers de truies)



Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0201-01; compilation du MAPAQ; détail à l'annexe 3

Au Canada, la production est concentrée dans trois provinces (Manitoba, Ontario et Québec), qui représentent près de 80 % de la production totale. Le Québec occupait en 2020, la 3^e position au regard du cheptel de truies. Le nombre de fermes porcines au Canada a diminué de 6 % de 2016 à 2020, alors que le nombre de porcs par ferme a augmenté en moyenne de 9 %. Il en résulte une relative stabilité du cheptel, alors que

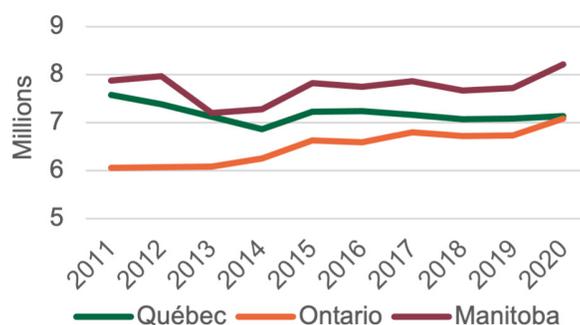
17 Annexe 2, tableau 17 : Variation des importations du secteur québécois de 2016 à 2020

celui-ci avait plutôt diminué de 2011 à 2015.

Le Québec a suivi les tendances canadiennes avec une diminution de 5 % du nombre de fermes et une augmentation de 7 % du nombre de porcs par ferme en 2020 par rapport à 2016¹⁸. La taille moyenne des fermes spécialisées en production porcine au Québec (2 977 porcs) était semblable en 2016 à celle observée en Ontario (2 633 porcs) et presque quatre fois plus petite qu'au Manitoba (11 170 porcs)¹⁹.

AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET STABILITÉ DE LA PRODUCTION POUR LE QUÉBEC

Figure 6 — Porcs et porcelets produits au Québec, en Ontario et au Manitoba



Source : Statistique Canada et Global Trade Tracker, compilation du MAPAQ

De 2016 à 2020, la production québécoise est demeurée plutôt stable, l'amélioration de la productivité²⁰ compensant la baisse du nombre de truies. En 2020, 7 millions de porcs ont été produits.

En comparaison, l'Ontario et le Manitoba ont augmenté leur nombre de porcs produits de 2016 à 2020. Ainsi, en 2020, la production ontarienne se détaillait à 6 millions de porcs d'abattage et à 1 million de porcelets pour l'exportation. Au Manitoba, elle était 5 millions de porcs d'abattage et de 3 millions de porcelets pour l'exportation.

3.2.1 MISE EN MARCHÉ DES PORCS AU QUÉBEC

La mise en marché des porcs élevés et abattus au Québec est encadrée par une convention qui fixe les règles pour la vente des porcs. Les producteurs doivent respecter les exigences de la certification Excellence du porc canadien²¹ qui remplace le programme Assurance qualité canadienne (AQC) depuis 2019.

UNE PRODUCTION DIVERSIFIÉE AVEC DES PORCS DIFFÉRENCIÉS

Cette convention permet les ententes particulières pour la production de porcs différenciés, en fonction des types d'élevage ou du mode de production, par exemple *Certified Humane*, *Nagano*, *Sans antibiotiques* ou *Porc biologique*. Un des abattoirs-transformateurs du Québec s'est spécialisé dans le porc biologique et s'impose comme un leader en Amérique du Nord. Cette demande a entraîné une augmentation de la culture de grains biologiques et la construction d'une meunerie spécialisée.

18 Statistique Canada, tableau 32-10-0202-01, données au 1^{er} janvier

19 Statistique Canada, tableau 32-10-0166-01

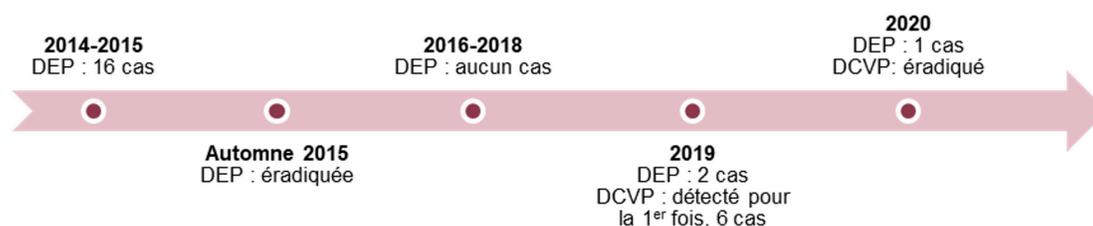
20 Les enquêtes du Centre d'études sur les coûts de production en agriculture (CECPA) révèlent une augmentation de 6 % du nombre de porcelets sevrés par truie de 2012 à 2017 (CECPA 2018).

21 Excellence du porc canadien | Conseil canadien du porc (cpc-ccp.com)

3.2.2 SANTÉ DES TROUPEAUX PORCINS AU QUÉBEC

La santé des troupeaux est une préoccupation importante du secteur porcin en raison de ses impacts sur le bien-être des animaux, sur les performances zootechniques ainsi que sur la performance économique des entreprises. La filière porcine québécoise a identifié les deux maladies endémiques ayant le plus d'incidence sur les performances : le syndrome reproducteur et respiratoire porcin (SRRP) et l'influenza porcine. De plus, deux maladies émergentes, la diarrhée épidémique porcine (DEP) et le deltacoronavirus porcin (DCVP) sont préoccupantes. Elles sont déjà présentes en Ontario, mais elles ne sont pas installées au Québec grâce aux efforts concertés des éleveurs, de leurs médecins vétérinaires, de l'Équipe québécoise de santé porcine (EQSP) et du réseau porcin du MAPAQ pour le contrôle des maladies.

Figure 7 — Évolution du nombre de sites positifs à la DEP et au DCVP répertoriés au Québec



Source : MAPAQ²²

DD — PRÉVENTION ET PARTENARIAT ET COOPÉRATION GOUVERNEMENTALE

Sous l'égide de l'EQSP, le Comité des maladies endémiques porcines a élaboré le Plan pour l'amélioration de la santé des porcs au Québec pour les maladies endémiques 2020-2025. Ce plan établit des actions à l'égard du SRRP et de l'influenza porcine. La presque totalité des élevages porcins sont engagés dans une stratégie de surveillance du statut des fermes au regard du SRRP, soit la Veille sanitaire provinciale²³. L'objectif de cette stratégie est de réduire le nombre de fermes positives aux souches sauvages et l'impact des crises sanitaires.

DD — PRÉVENTION

Au Québec, un nouveau règlement sur l'administration de certains médicaments visant à interdire l'utilisation préventive et à délimiter l'utilisation curative des antibiotiques appartenant à la catégorie 1, soit les antibiotiques les plus importants pour la santé humaine, est entré en vigueur le 25 février 2019, ce qui est unique au Canada. Jusqu'au 1^{er} décembre 2018, le Québec était la seule province canadienne où l'utilisation des antibiotiques devait être prescrite par un vétérinaire²⁴. Cette obligation a été étendue à l'ensemble du Canada après cette date. La filière porcine s'est fixée comme objectif de réduire l'usage des antibiotiques de 20 % de 2016 à 2020. Plusieurs moyens ont été mis en œuvre pour atteindre cet objectif tels que des formations et des fiches destinées aux producteurs ainsi qu'une campagne de sensibilisation du Programme intégré de santé animale du Québec.

²² <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/santeanimale/maladies/soussurveillance/DEP/Pages/DEP.aspx>

²³ L'inscription à la veille sanitaire provinciale a été rendue obligatoire en avril 2021 par l'adoption, par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec du Règlement sur l'enregistrement des producteurs de porcs à la veille sanitaire provinciale sur le SRRP.

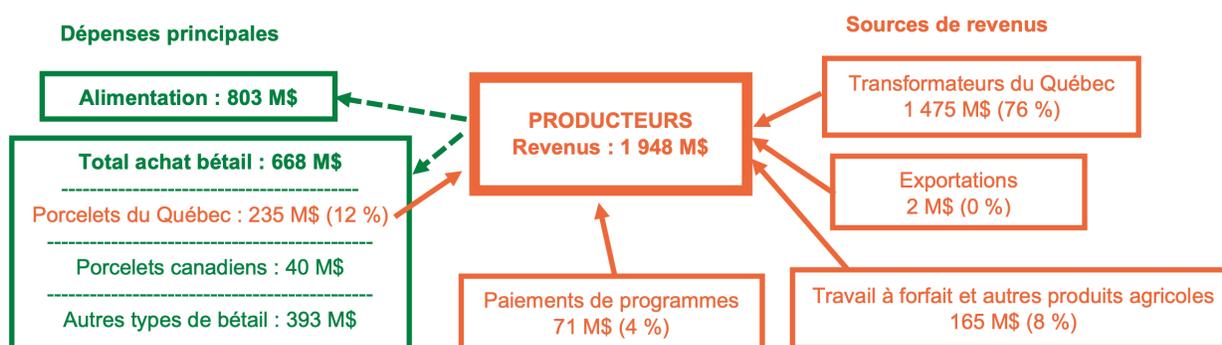
²⁴ <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/santeanimale/maladies/antibio/Pages/Reglementation.aspx>

3.3 FLUX ÉCONOMIQUES : DYNAMIQUE DE LA PRODUCTION AU QUÉBEC EN 2020²⁵

AU QUÉBEC, 76 % DES REVENUS DES ÉLEVEURS PROVIENNENT DES TRANSFORMATEURS

Les producteurs de porcs du Québec ont touché en 2020 des revenus de 1 948 M\$²⁶, principalement par la vente de porcs vivants aux transformateurs du Québec qui a atteint 1 475 M\$ (76 %). Les autres revenus proviennent des ventes entre fermes de porcelets destinés à l'engraissement (235 M\$), du travail à forfait, des ventes de céréales et d'oléagineux et ainsi que d'autres types de bétail (165 M\$), des paiements de programmes (71 M\$) et des exportations internationales et interprovinciales d'animaux pour l'engraissement (2 M\$). Les principales dépenses effectuées par les producteurs concernent l'alimentation (803 M\$) et l'achat d'animaux (668 M\$). Ce dernier comprend l'achat entre éleveurs de porcs du Québec, l'importation interprovinciale de porcelets et l'achat de tout autre type de bétail. Pour 2020, il est estimé que 5,4 millions de tonnes (équivalent moulée complète) étaient destinées à l'alimentation de l'ensemble des productions animales du Québec, dont 49 % (2,6 millions de tonnes) pour la production porcine²⁷.

Figure 8 — Flux économiques de la production porcine québécoise en 2020²⁸



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec, compilation du MAPAQ

25 Les résultats présentés dans les paragraphes suivants constituent une évaluation de ce système complexe. Il faut donc considérer qu'ils apportent un éclairage sur la dynamique du secteur plutôt que de s'attarder à leur valeur au dollar près.

26 Cette somme est différente de ce qu'on entend généralement par « recettes monétaires agricoles », car elle comprend également des revenus tels que ceux issus du travail à forfait et des ventes d'autres produits agricoles.

27 AQINAC, Rapport annuel Estimation en équivalent moulée compète (basée sur des données de 2020)

28 Estimation basée sur les informations disponibles au moment de la rédaction (été 2021)

4 PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ DE LA PRODUCTION PORCINE DU QUÉBEC

4.1 PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES DE PRODUCTION PORCINE²⁹

4.1.1 DÉPENSES

PLUS D'ACHATS DE PORCS ET DE PORCELETS AU QUÉBEC, MAIS MOINS DE DÉPENSES POUR LES CULTURES

Tableau 8 — Répartition de certaines dépenses d'exploitation, Canada, Québec et Ontario (moyenne de 2016 à 2020)

| | Canada | Québec | Ontario |
|--|--------|--------|---------|
| Dépenses au titre des cultures | 3 % | 1 % | 4 % |
| Achat de bétail | 20 % | 24 % | 17 % |
| Aliments pour animaux, suppléments, pailles et litière | 43 % | 42 % | 43 % |
| Frais de vétérinaires, de médicaments et de reproduction | 4 % | 3 % | 4 % |
| Dépenses au titre des machines | 4 % | 4 % | 3 % |
| Salaires et avantages sociaux | 7 % | 7 % | 6 % |
| Autres | 19 % | 18 % | 22 % |

Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0136-01

Le poste de dépenses de l'achat d'animaux est supérieur au Québec (24 % du total des dépenses) par rapport à l'Ontario (17 %). Cela découle d'un modèle de production qui diffère quelque peu entre les deux provinces : moins de fermes de type « naisseur-finisser » ici (20 % au Québec contre 24 % en Ontario), et plus de fermes de type « finisseur » (57 % au Québec contre 50 % en Ontario³⁰). En outre, les dépenses au titre des cultures³¹ sont proportionnellement moins importantes au Québec (1 %) qu'en Ontario (4 %).

Tableau 9 — Répartition de certaines dépenses d'exploitation, Canada, Québec et Ontario (moyenne de 2016 à 2020)

| | Canada | Québec | Ontario |
|---|--------|--------|---------|
| Réparation et entretien des bâtiments agricoles et des clôtures | 1,6 % | 1,8 % | 1,3 % |
| Frais d'intérêts et frais bancaires nets | 2,1 % | 1,7 % | 3,0 % |
| Déductions pour amortissement | 4,3 % | 3,6 % | 5,2 % |

Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0136-01

²⁹ Les données utilisées (Statistique Canada, Enquête sur les fermes) ne tiennent pas compte des regroupements possibles d'entités juridiques. Autrement dit, plusieurs fermes peuvent appartenir à la même entreprise, mais ne sont pas regroupées ici.

³⁰ Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2016

³¹ Les dépenses au titre des cultures incluent tout ce qui a trait à la culture de grains, de plantes, etc. (ex. engrais, pesticides, semences).

L'analyse des dépenses fait ressortir un niveau inférieur d'investissement dans les bâtiments et équipements au Québec (tableau 9). En effet, de 2016 à 2020, les déductions pour amortissement ont représenté une proportion moins importante des dépenses au Québec (3,6 %) qu'au Canada (4,3 %) et en Ontario (5,2 %). De plus, la part des frais d'intérêts et des frais bancaires nets est moins élevée au Québec (1,7 %) qu'en Ontario (3,0 %).

4.1.2 PROVENANCE DU REVENU DES FERMES

La structure des revenus varie d'une province à l'autre, notamment au regard des cultures. Cette catégorie ne représente que 2 % des revenus des producteurs québécois, tandis qu'elle atteint près de 4 % au Canada et 6 % en Ontario (tableau 10).

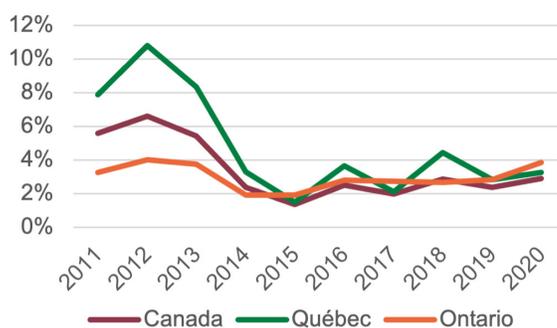
Tableau 10 — Répartition des revenus des exploitations au Canada, au Québec et en Ontario (moyenne de 2016 à 2020)

| Structure de revenus | Canada | Québec | Ontario |
|--|--------|--------|---------|
| Revenus au titre des cultures | 4 % | 2 % | 6 % |
| Revenus au titre du bétail et des produits d'origine animale | 89 % | 89 % | 87 % |
| Paievements de programmes et produits d'assurance | 3 % | 3 % | 3 % |
| Autres revenus | 4 % | 5 % | 4 % |

Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0136-01

LA PART DES PAIEMENTS DE PROGRAMMES SUR LE REVENU A DIMINUÉ ENTRE 2011 ET 2020

Figure 9 — Proportion des paiements de programmes et des produits d'assurance sur le revenu



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et tableau 32-10-0136-01

La part des revenus provenant de programmes et de produits d'assurance a diminué significativement au Québec. Selon des données de l'Enquête financière sur les fermes, de 2010 à 2020, cette proportion est passée de 8 % à 3 %. En conséquence, celle-ci est maintenant du même ordre que les moyennes canadienne (3 %) et ontarienne (4 %) ³².

Au Québec, les compensations nettes de l'Assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) ont atteint en moyenne 39 M\$ par année au cours de la période 2016-2020, ce qui représente une baisse de l'ordre de 25 % comparativement à la période 2011-2015.

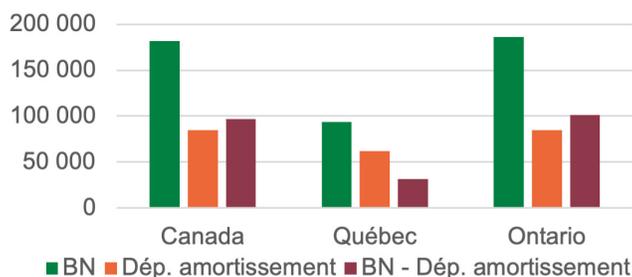
Le ratio de la compensation brute des revenus provenant de l'ASRA sur les recettes agricoles se situait à environ 4 % en moyenne de 2016 à 2020 contre approximativement 7 % de 2011 à 2015 ³³. Cette évolution s'expliquerait par une croissance supérieure des revenus de marché par rapport aux principales dépenses sur la période.

³² Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes

³³ La Financière agricole du Québec.

4.1.3 BÉNÉFICE NET

Figure 10 — Bénéfice net moyen de 2016 à 2020 au Canada, au Québec et en Ontario



Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0136-01

Au Québec, de 2016 à 2020, les élevages porcins ont enregistré un bénéfice net moyen d'environ 94 000 \$ par an (y compris les paiements de programmes). Ce chiffre se situe largement sous la moyenne des fermes canadiennes (-48 %) et ontariennes (-50 %). Si l'on inclut les dépenses liées aux déductions pour amortissement³⁴, la différence entre le bénéfice net des fermes québécoises et celles du reste du Canada augmente (figure 10).

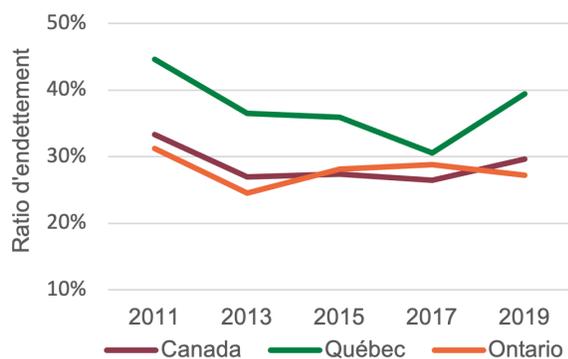
L'écart entre le Québec et les autres provinces, particulièrement l'Ontario, pourrait s'expliquer par l'augmentation de leurs revenus tirés de ventes de porcs de marché et de culture. Au Québec, les entreprises ont moins de revenus liés aux cultures. En outre, en 2020, elles ont subi des impacts liés à l'engorgement des porcs prêts à être abattus et ont connu des augmentations plus rapides du coût de leurs intrants.

La performance moindre des entreprises québécoises par rapport à celles des entreprises des autres provinces productrices du Canada s'expliquerait aussi par d'autres facteurs³⁵. Le manque d'investissement se traduit par un retard de la modernisation des bâtiments porcins. La plus petite taille des fermes ici, comparativement à certaines provinces nuit à l'efficacité du travail. Les élevages du Québec affichent un coût d'alimentation plus élevé.

4.1.4 RATIOS FINANCIERS DES ENTREPRISES PORCINES³⁶

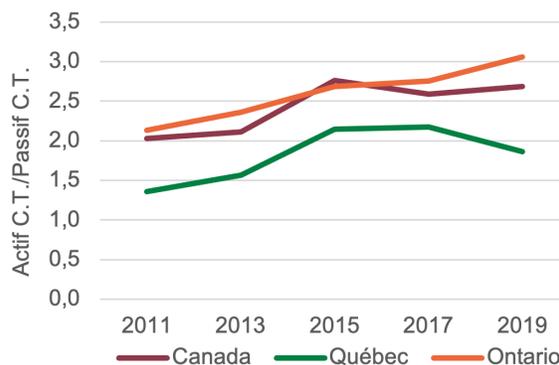
LA SITUATION FINANCIÈRE DES ÉLEVAGES QUÉBÉCOIS SEMBLE S'ÊTRE GLOBALEMENT AMÉLIORÉE

Figure 11 — Évolution de l'endettement



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes

Figure 12 — Évolution du fonds de roulement



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes

³⁴ Les déductions pour amortissement se réfèrent aux éléments d'actifs amortissables relatifs aux revenus agricoles (ex. : bâtiments, équipements).

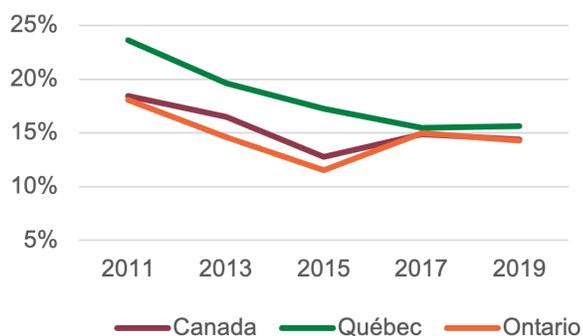
³⁵ [Portrait-diagnostic sur l'évolution de l'environnement d'affaires en secteur porcine \(gouv.qc.ca\)](https://www.gouv.qc.ca/portrait-diagnostic-sur-l-evolution-de-l-environnement-d-affaires-en-secteur-porcin)

³⁶ Les données utilisées proviennent de l'Enquête financière sur les fermes réalisée aux deux ans depuis 2015.

Même si la situation financière des fermes québécoises est demeurée sous les moyennes canadienne et ontarienne, les différents ratios montrent une amélioration de la santé financière des élevages porcins au Québec de 2011 à 2019. Le ratio d'endettement a diminué (figure 11), le fonds de roulement a augmenté et la part de la dette à court terme sur le revenu a chuté (figure 13).

De 2011 à 2019, le ratio d'endettement a diminué d'environ 6 % au Québec et d'approximativement 4 % en Ontario (figure 12). Il est cependant demeuré supérieur pour les fermes québécoises, s'établissant à près de 39 % contre 27 % pour leurs homologues ontariennes en 2019.

Figure 13 — Évolution de la part de la dette à court terme sur le revenu



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes

En ce qui a trait au ratio du fonds de roulement, bien qu'il soit passé de 1,4 à 1,9 pour le Québec, il demeure sous la moyenne canadienne et inférieur à celui de l'Ontario. Un ratio supérieur à 1,5 est idéal selon Financement agricole Canada (FAC)³⁷, mais un ratio trop élevé peut aussi se révéler sous-optimal en matière de placements.

Enfin, la part de la dette à court terme sur le revenu a montré une baisse au Canada, passant de 18 % à 14 %. Cette tendance est d'ailleurs particulièrement importante au Québec, où le ratio a diminué de près de 8 %, ce qui représente près du double de la variation moyenne au Canada. Par conséquent, cette baisse a permis aux élevages québécois de réduire l'écart avec les moyennes canadienne et ontarienne, lequel n'était plus que de 2 % en 2019.

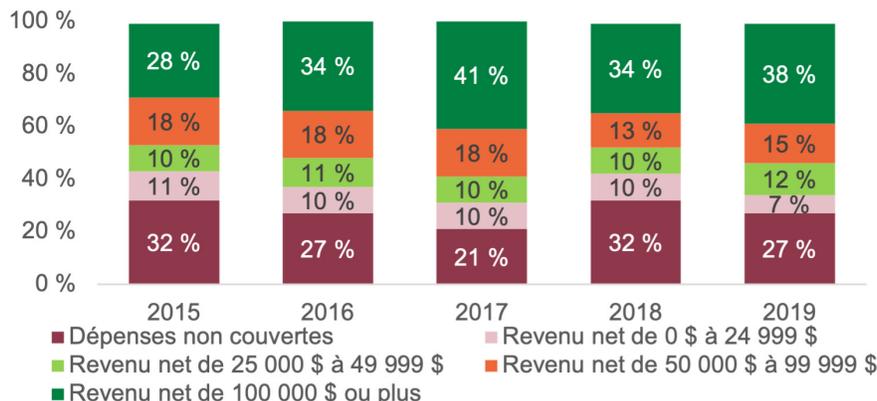
4.1.5 RENTABILITÉ DES ENTREPRISES AU QUÉBEC

De 2015 à 2019, en moyenne 816 entreprises dont la principale source de revenus est la vente de porcs ont participé au programme Agri-stabilité.

Pendant cette période, environ 35 % de ces entreprises ont affiché des revenus nets (y compris les paiements de programmes) de plus de 100 000 \$ annuellement. Notons que cette proportion a atteint un sommet soit près de 41 % en 2017, la seule année de la période où aucune intervention de l'ASRA n'a eu lieu. Inversement, un peu moins de 28 % des producteurs de porcs n'ont pas couvert leurs dépenses (revenu net négatif) durant les mêmes années.

37 FAC <https://www.fcc-fac.ca/fr/savoir/trois-ratios-financiers-pour-mesurer-la-reussite-de-votre-exploitation.html#t1=0>

Figure 14 — Répartition (%) de la couverture des dépenses des entreprises spécialisées en production porcine



Source : La Financière agricole du Québec, programme Agri-stabilité; compilation du MAPAQ

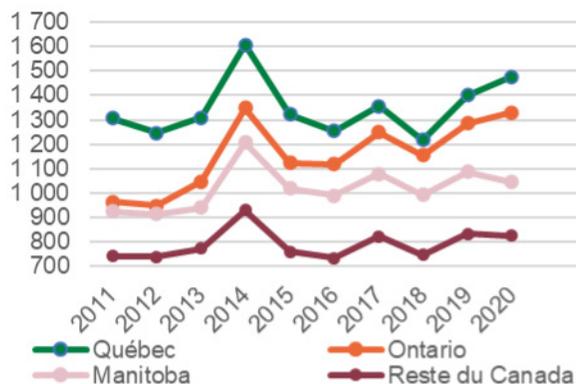
4.2 COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR DE LA PRODUCTION PORCINE

L'analyse de l'évolution des parts de marché calculées à partir des recettes de marché est un baromètre de la compétitivité. Celle-ci peut être définie comme « la capacité d'une compagnie à fabriquer et à vendre des produits qui lui permettent de gagner des parts de marché tout en générant des bénéfices suffisants par rapport aux ressources employées dans le processus de production³⁸ ».

4.2.1 RECETTES MONÉTAIRES

LE QUÉBEC DEMEURE LE LEADER AU CANADA AVEC 30 % DES RECETTES, MAIS L'ONTARIO SE RAPPROCHE AVEC UNE PART DE 28 %

Figure 15 — Évolution des recettes de marché (M\$) du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et du reste du Canada



Source : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

De 2011 à 2020, les recettes de marché de la production porcine du Québec ont connu une hausse annuelle de 1,4 % pour atteindre 1477 M\$. La part québécoise des recettes de marché au Canada est passée de 32 % pour la période 2011-2015 à 30 % pour 2016-2020. Cette baisse s'est faite au profit de l'Ontario, dont

38 Compétitivité de l'agriculture canadienne, rapport du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, mai 2010.

la part des recettes est passée de 26 % à 28 % pour les mêmes périodes. En effet, depuis 2011, les recettes de marché de l'Ontario ont augmenté de 3,6 % par année pour atteindre 1 329 M\$ en 2020. Pour la même année, le Manitoba a enregistré des recettes de marché de 1 046 M\$, ce qui correspond à une hausse moyenne de 1,4 %, toutefois, ses parts des recettes sont demeurées stables à 24 %.

Au Québec, la presque totalité des recettes de marché provient de la vente de porcs destinés à l'abattage, alors qu'en Ontario et au Manitoba, ce type de vente représente 89 % et 78 % des recettes respectivement. Les exportations de porcelets correspondent à 11 % des recettes de l'Ontario et à 22 % de celles du Manitoba.

DES PORCS QUI SONT TOUJOURS PLUS LOURDS AU QUÉBEC

Concernant le marché d'abattage, pendant toute la période d'analyse, le nombre de têtes commercialisées a été relativement stable au Québec (-0,7 %), alors qu'en Ontario, le nombre d'animaux vendus aux abattoirs a augmenté en moyenne de 2,4 % par année. Le nombre de porcelets exportés par l'Ontario a par contre diminué de 6 % en moyenne par année.

Tableau 11 — Évolution du nombre de porcs abattus et du poids d'abattage au Québec, en Ontario et au Manitoba

| Province | | 2011 | 2016 | 2020 | TCAM 2011-2020 |
|----------|-----------------------------|-------|-------|-------|----------------|
| Québec | Nombre de têtes (x 1 000) | 7 531 | 7 219 | 7 102 | -0,7 % |
| | Poids vif à l'abattage (kg) | 123 | 130 | 140 | 1,4 % |
| Ontario | Nombre de têtes (x 1 000) | 4 889 | 5 281 | 6 042 | 2,4 % |
| | Poids vif à l'abattage (kg) | 120 | 128 | 131 | 1,0 % |
| Manitoba | Nombre de têtes (x 1 000) | 4 289 | 4 588 | 4 997 | 1,7 % |
| | Poids vif à l'abattage (kg) | 119 | 122 | 125 | 0,6 % |

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

De 2011 à 2020, le poids d'abattage du Québec a augmenté de 1,4 % en moyenne par année. En Ontario, il a également progressé de 1,0 % par année sur cette période. La stabilité du nombre de porcs produits, par opposition aux augmentations des autres provinces, explique la diminution des parts de marché pour le Québec.

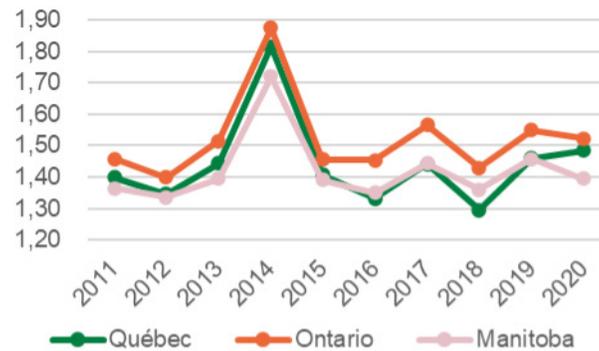
4.2.2 ÉVOLUTION DES REVENUS DE VENTE³⁹

AU QUÉBEC, LE PRIX MOYEN DE LA PÉRIODE 2016-2020 EST INFÉRIEUR AU PRIX MOYEN DE LA PÉRIODE 2011-2015

Au cours de la période 2016-2020, les prix des porcs et des porcelets ont encaissé des baisses respectives de 5 % et de 9 %. Ces diminutions s'expliquent d'une part, par l'inclusion de 2014 dans la période de référence, une année où les prix ont atteint des niveaux records en raison d'éclosions de maladies. D'autre part, les conflits commerciaux des États-Unis avec la Chine et le Mexique ainsi que l'augmentation de la production américaine ont entraîné une baisse du prix du porc aux États-Unis, particulièrement en 2018. Puisque le prix québécois est basé sur ce dernier, cette baisse s'est également répercutée au Québec.

³⁹ Afin de faciliter la comparaison, l'analyse de l'évolution des prix a été ramenée sur un indice de 100, basé sur la moyenne de 2011 à 2015. De ce fait, un indice supérieur à 100 indique une croissance moyenne de 2016 à 2020 comparativement à la période de référence.

Figure 16 — Évolution du revenu par kilogramme de porc (\$/kg vif) à l'abattage au Québec, en Ontario et au Manitoba.



Source : Statistique Canada ; compilation du MAPAQ.

La formule de prix des porcs au Québec a changé dans la plus récente convention de mise en marché, en vigueur depuis 2019. Ainsi, le prix québécois n'est plus uniquement basé sur le prix des porcs vivants américains. Un ratio entre le prix du porc et la valeur reconstituée de la carcasse, compris dans un intervalle entre 90 % et 100 % est maintenant appliqué. Pour 2020, cette nouvelle formule a relevé le prix des porcs en comparaison de l'ancienne méthode d'établissement de celui-ci.

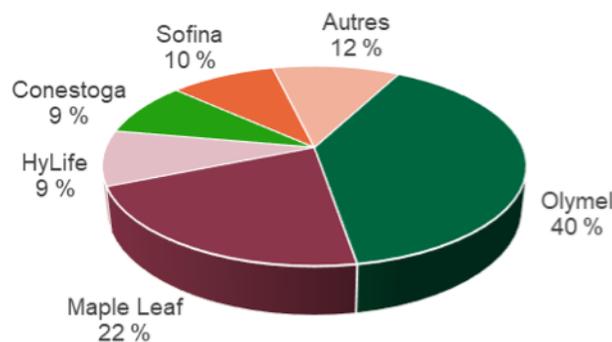
En moyenne, entre les deux périodes quinquennales, les éleveurs de porcs du Québec ont obtenu un revenu par kilogramme vif inférieur de 5 % à celui reçu par leurs homologues ontariens. Par rapport au Manitoba, le revenu moyen du Québec a été supérieur de 2 % durant la première période et plus ou moins équivalent au cours de la deuxième⁴⁰.

5 TRANSFORMATION

5.1 ABATTAGE DE PORCS AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

CONCENTRATION DES SECTEURS DE L'ABATTAGE

Figure 17 — Part d'abattage des grandes compagnies au Canada



Source : Compilation du MAPAQ

⁴⁰ Recettes monétaires, Statistique Canada. Les revenus moyens par porc abattu se calculent en divisant les recettes monétaires de marché provenant de la vente de têtes aux abattoirs (les paiements gouvernementaux étant exclus) par le nombre total de têtes vendues aux transformateurs.

En 2020, les établissements canadiens ont abattu environ 450 000 porcs par semaine. Cinq entreprises se sont partagé 90 % de la capacité d'abattage de porcs au Canada, soit Olymel, Maple Leaf, HyLife, Sofina Foods et Conestoga, avec une douzaine d'abattoirs au total. De ceux-ci, 5 abattoirs de l'Ontario et de l'Ouest canadien pouvaient abattre 2 millions de porcs ou plus par année.

Le secteur américain de l'abattage et de la transformation est six fois plus important qu'au Canada, avec une capacité d'abattage de 2,8 millions de porcs par semaine. En 2020, les États-Unis comptaient 28 abattoirs avec une capacité annuelle dépassant 2 millions de porcs par abattoir. Le plus gros abattoir, situé à Tar Heel en Caroline du Nord, possède une capacité de plus de 9 millions de porcs par an et est la propriété de Smithfield Foods. La concentration dans le secteur de l'abattage est également élevée aux États-Unis, les 5 plus grandes compagnies contrôlant 73 % de la capacité d'abattage totale, dont Smithfield Foods (25 %), JBS USA (18 %) et Tyson Foods (16 %).

5.2 ABATTAGE ET TRANSFORMATION DE PORCS AU QUÉBEC

L'abattage et la transformation de porcs représentent 65 % de toutes les livraisons du secteur québécois de la transformation des viandes⁴¹.

5.2.1 ABATTOIRS SOUS INSPECTION PROVINCIALE

Les établissements sous inspection provinciale abattent environ 50 000 porcs par année. De ces établissements, 13 ont un permis d'abattoir sous inspection permanente permettant la commercialisation de la viande au Québec et 23 ont un permis d'abattoir de proximité qui ne permet pas la vente en gros⁴².

5.2.2 ABATTOIRS SOUS INSPECTION FÉDÉRALE

En 2020, 10 abattoirs appartenant à 7 propriétaires détenaient une licence fédérale permettant d'effectuer l'abattage de porcs et la vente à l'extérieur du Québec et à l'échelle internationale. Avec seulement 5 établissements qui disposent d'une capacité d'abattage annuelle de plus de 1 million de porcs et aucun ne dépassant 2 millions de porcs, la taille des abattoirs du Québec est inférieure à celle des abattoirs du reste du Canada et des États-Unis. Parmi les autres établissements, un se spécialise dans l'abattage de truies de réformes et un autre dans le créneau du porc différencié, notamment biologique. Les sept entreprises propriétaires des abattoirs titulaires d'une licence fédérale sont signataires de la Convention de mise en marché des porcs. Quatre entreprises intègrent l'ensemble des activités de la filière porcine : production, abattage, production d'intrants, transformation des carcasses et troisième transformation.

Parmi les événements significatifs survenus pendant la période étudiée, signalons le transfert en 2019 des activités d'abattage de porcs de Lucyporc vers Oly-Robi et l'Abattoir Jacques Forget, qui a cessé d'abattre des porcs. En 2020, l'abattoir situé à Les Cèdres a été remis en fonction par la CBCo Alliance.

5.2.3 TRANSFORMATION : DÉSOSSAGE, DÉCOUPE ET PRODUITS LIÉS

PRÈS DE 100 % DES PORCS ÉLEVÉS AU QUÉBEC SONT TRANSFORMÉS ICI

L'ensemble des activités de transformation du porc sont présentes au Québec. En plus des abattoirs, on compte 73 établissements titulaires d'une licence fédérale qui récupèrent les sous-produits de l'abattage, par exemple les boyaux, la langue ou le sang, ainsi que des entreprises spécialisées dans la valorisation de ces sous-produits, dont le dépeçage des têtes, la production de saindoux et la revalorisation des produits d'équarrissage et des rejets d'abattoir.

⁴¹ Bioclips, vol. 30, n° 1, 25 janvier 2022 ; *Fabrication de produits de viandes : un secteur dynamique à bien des égards*

⁴² Vente en gros : « toute vente de produits faite à un acheteur pour fins de revente en état ou après préparation, conditionnement ou transformation » ; (<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/P-29>).

LA TROISIÈME TRANSFORMATION PERMET DE MIEUX VALORISER LA CARCASSE

Le nombre d'établissements de troisième transformation utilisant la viande de porc au Québec a légèrement diminué depuis 2015, passant de 548 à 518 dont 371 ateliers ayant un permis provincial de préparation de charcuteries en gros et 147 usines de transformation détenant une licence fédérale. Ces usines de troisième transformation préparent essentiellement des charcuteries et des mets préparés et une dizaine d'entre elles se spécialisent dans la découpe en portions normalisées⁴³.

La viande de porc joue un rôle central dans les charcuteries et la préparation de nombreux produits saumurés (ex. : jambon, bacon), de saucissons et de plusieurs produits avec boyau. Pour les charcuteries, les parures et des parties de l'animal peu prisées sont utilisées, ce qui assure une valorisation plus complète des carcasses.

5.2.4 ÉVOLUTION DE L'ABATTAGE DE PORCS AU QUÉBEC

EN 2020, 8,3 MILLIONS DE PORCS ONT ÉTÉ ABATTUS AU QUÉBEC DONT 1,2 MILLION DE L'ONTARIO

Le tableau 12 présente la provenance des porcs abattus⁴⁴ au Québec. Il est possible de constater que les abattoirs québécois ont reçu plus de 1 million de porcs ontariens chaque année durant la période étudiée. Il est à noter que cette tendance s'était amorcée durant la période 2011-2015 alors que le nombre de porcs ontariens abattus au Québec avait doublé pour s'établir à plus de 1 million par année par la suite.

Tableau 12 — Nombre et provenance des porcs abattus au Québec depuis 2016 (en milliers de porcs)

| Provenance | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Québec | 7 238 | 7 152 | 7 065 | 7 084 | 7 127 |
| Ontario | 1 190 | 1 452 | 1 432 | 1 297 | 1 183 |
| Maritimes | 53 | 67 | 78 | 87 | 87 |
| Total porcs | 8 462 | 8 667 | 8 573 | 8 463 | 8 364 |

Source : AAC⁴⁵

Tableau 13 — Volume d'abattage pour certaines provinces (en milliers de porcs)

| | 2011 | 2016 | 2020 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Québec | 8 120 | 8 462 | 8 364 |
| Ontario | 4 432 | 4 009 | 4 667 |
| Alberta | 2 662 | 2 619 | 2 758 |
| Manitoba | 5 322 | 5 306 | 5 919 |
| Canada | 21 097 | 21 262 | 22 557 |

Source : AAC

Le Québec a abattu 37 % des porcs du Canada en 2020. Cela représente une baisse de la part du Québec dans l'abattage, qui a été maintenue à 40 % de 2016 à 2018 puis à 39 % en 2019. Cette baisse s'explique par les augmentations observées dans les autres provinces et la stabilité du nombre de porcs produits au Québec. L'Alberta, le Manitoba et l'Ontario ont tous les trois augmenté leur volume d'abattage de 2016 à 2020 avec des hausses respectives de 5 %, de 12 % et de 16 %.

⁴³ Ce nombre exclut les ateliers possédant un permis de découpe à forfait sous juridiction provinciale et les boucheries munies d'un permis de préparation générale.

⁴⁴ Sont inclus les quelque 50 000 porcs abattus chaque année dans les établissements provinciaux, et qui représentent moins de 1 % du volume total. Source : MAPAQ, *Statistiques d'abattage des abattoirs provinciales et de proximité par type d'espèce*

⁴⁵ <https://aimis-simia.agr.gc.ca/rp/index-fra.cfm?action=pR&r=593&pdctc=>

5.2.5 ÉVOLUTION ET DÉFIS DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION

FUSION ET ACQUISITIONS DANS LE SECTEUR DE L'ABATTAGE

Depuis 2016, le plus important transformateur de porcs au Québec, Olymel SEC, a créé des alliances ou intégré plusieurs partenaires et co-entreprises :

- Un partenariat d'affaires avec ATRAHAN Transformation et le Groupe Robitaille pour l'exploitation commune de leurs activités d'abattage, de découpe et de transformation de la viande de porc ;
- la constitution de la co-entreprise Oly-Robi avec le Groupe Robitaille ;
- l'acquisition de F. Ménard et de son abattoir de porcs situé à Ange-Gardien en Montérégie.

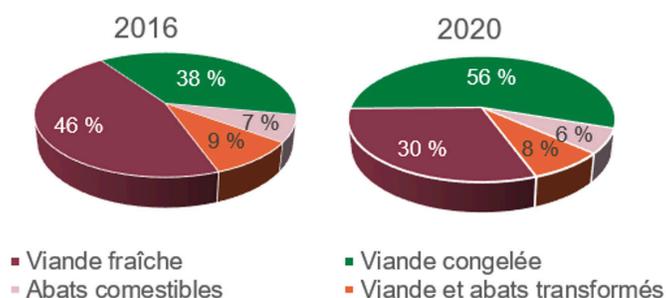
En outre, Olymel a effectué trois acquisitions d'entreprises de transformation : La Fernandière, les Aliments Triumph, et Pinty's en Ontario.

FORTE PERTURBATION DES ACTIVITÉS D'ABATTAGE AVEC LA PANDÉMIE DE COVID-19

Depuis 2020, de nombreuses d'éclosions de COVID-19 ont amené une fermeture ou un ralentissement dans des abattoirs et des ateliers de découpe pour des périodes variables. Les entreprises ont mis en place des mesures sanitaires pour permettre la poursuite de leurs activités. On observe ainsi une diminution de 99 000 porcs abattus en 2020 par rapport à 2019. À ce chiffre s'ajouteraient environ 90 000 porcs prêts à être abattus à la fin de l'année, mais n'ayant pu être écoulés à ce moment⁴⁶. Les retards d'abattage ont des conséquences à la ferme, notamment sur les coûts d'alimentation et le bien-être des animaux. Le programme Agri-relance a permis de compenser une partie de ces coûts supplémentaires d'alimentation en 2020-2021 pour un total de 20 M\$ versés aux producteurs de porcs. Si le secteur a réussi à éviter le recours à l'abattage humanitaire, l'entassement des animaux dans les bâtiments a provoqué diverses problématiques en matière de bien-être animal et de respect des normes, qui nécessitent de maintenir la vigilance.

ACCÈS À LA MAIN-D'ŒUVRE

Figure 18 — Proportions des types de produits exportés (en valeur)



Source : Global Trade Tracker

Accentuée par la pandémie de COVID-19, la problématique de la rareté de main-d'œuvre s'est amplifiée et cela a eu des impacts sur les revenus des transformateurs. Notamment, cette problématique a amené les transformateurs à affecter leur personnel à la préparation de coupes primaires et de produits congelés à plus faible valeur ajoutée. Cette variation a eu lieu au détriment des coupes et des produits frais, dont la valeur à l'exportation est plus élevée.

Pour pallier ce problème, l'embauche de travailleurs étrangers s'est accrue durant la période étudiée⁴⁷. Toutefois, cette solution s'est avérée limitée par le plafond de 10 % de main-d'œuvre pouvant être comblé par des travailleurs étrangers temporaires⁴⁸.

⁴⁶ Les Éleveurs de porcs du Québec, infolettre du 11 décembre 2020.

⁴⁷ Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 30 novembre 2021.

⁴⁸ Il est à noter que ce plafond a finalement été haussé jusqu'à 20 % au début de l'année 2022.

5.3 FLUX ÉCONOMIQUES : DYNAMIQUE DU SECTEUR DE L'ABATTAGE ET DE LA TRANSFORMATION AU QUÉBEC EN 2020

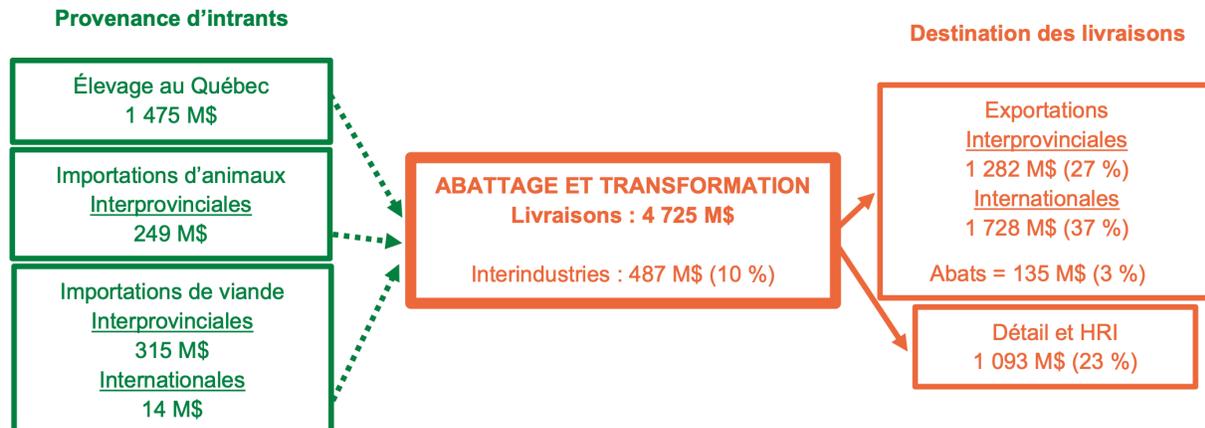
LA MAJORITÉ DES ACHATS DES TRANSFORMATEURS SE FONT AUPRÈS DES PRODUCTEURS DU QUÉBEC

En 2020, les achats de matière première par les transformateurs se sont élevés à 2 540 M\$. Ces achats se déclinent de la façon suivante :

- Les producteurs de porcs du Québec ont fourni 58 % de ces approvisionnements pour une valeur de 1 475 M\$.
- Les échanges de matière première entre les transformateurs se sont élevés à 487 M\$.
- Les transformateurs ont importé pour 564 M\$ des autres provinces, dont 249 M\$ pour des porcs vivants et 315 M\$ pour de la viande de porc.
- Enfin, des achats de 14 M\$⁴⁹ provenaient d'autres pays.

Les livraisons des transformateurs de viande porcine sont évaluées à 4 725 M\$. Ces livraisons sont écoulées sur différents segments du marché. Les exportations internationales et interprovinciales représentaient 67 % des livraisons. Les exportations internationales se sont élevées à 1 863 M\$ et étaient constituées principalement de viande fraîche ou congelée ou encore de jambons et d'épaules non désossés. Les ventes sur le marché interprovincial se sont élevées à 1 282 M\$. Une proportion d'environ 23 % (1 093 M\$) de la valeur des livraisons est issue du marché québécois du commerce de détail et des services alimentaires du réseau HRI. Les livraisons de viande entre transformateurs servant à la troisième transformation sont évaluées à 487 M\$.

Figure 19 — Approvisionnement et destination des produits de transformation de la viande porcine au Québec en 2020⁵⁰



Source : Statistique Canada et Institute de la statistique du Québec; compilation du MAPAQ

⁴⁹ Il est à noter qu'il est possible que des importations internationales de viandes soient comptabilisées comme des importations interprovinciales si elles transitent par une autre province.

⁵⁰ Les résultats présentés constituent l'évaluation d'un système complexe. Ils sont à considérer comme un éclairage sur la dynamique du secteur et non selon la valeur au dollar près. L'estimation est basée sur les informations disponibles au moment de la rédaction (été 2021)

6 RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE PORCINE AU QUÉBEC

LA FILIÈRE PORCINE SOUTIEN 29 000 EMPLOIS ET GÉNÈRE DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE 2,8 G\$

En 2020⁵¹, l'ensemble de la filière porcine, qui comprend les producteurs de porcs, les abattoirs, les ateliers de découpe et les usines de transformation, a généré des ventes de 4,5 G\$, a produit des retombées directes sous forme de valeur ajoutée au Québec de 1,5 G\$⁵² et a soutenu 19 000 emplois directs⁵³. Les retombées indirectes sous forme de valeur ajoutée par les fournisseurs de la filière, dont les fournisseurs pour l'alimentation animale, se sont élevées à 1,3 G\$ et ont permis de soutenir 10 000 emplois. Pour chaque tranche de 10 M\$ de ventes, la filière porcine engendre donc des retombées directes et indirectes de 6 M\$ et procure 65 emplois, ce qui se situe dans la moyenne des retombées des autres filières agroalimentaires au Québec.

Tableau 14 — Retombées économiques liées à la filière de la production de porcs et de la transformation de viande porcine au Québec en 2020 (en millions de dollars canadiens)

| | Effets directs — production | Effets directs — transformation | Effets indirects | Effets totaux | Ratio |
|----------------------|-----------------------------|---------------------------------|------------------|---------------|-------|
| Main-d'œuvre* | 6 987 | 11 833 | 10 377 | 29 197 | |
| Valeur ajoutée | 304 | 1 239 | 1 272 | 2 815 | 61 % |
| Taxes indirectes | 4 | 9 | 22 | 34 | |
| Subventions | (71) | (31) | (2) | (104) | |
| Variation des stocks | 0 | 0 | 4 | 4 | 39 % |
| Importations | 0 | 0 | 1 727 | 1 727 | |

* Années-personnes de 2020

Source : Modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec ; compilation du MAPAQ.

UNE PROPORTION DE 61 % DE LA VALEUR DES VENTES DE LA FILIÈRE CORRESPOND À DU CONTENU QUÉBÉCOIS

Pour chaque dollar de vente de la filière, 61 cents ont servi à rémunérer des travailleurs et à rétribuer des entreprises québécoises. Les 39 cents restants ont permis de payer, principalement, les intrants agricoles et non agricoles provenant de l'extérieur du Québec. Il est à noter que le ratio de contenu québécois pour l'ensemble du secteur de la transformation de la viande du Québec est estimé à 64 %.

51 Selon le modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec, l'estimation étant basée sur les informations disponibles au moment de la rédaction du présent document (été 2021)

52 La valeur ajoutée inclut les salaires et traitements, les revenus des propriétaires d'entreprises et des sociétés, les amortissements et les intérêts.

53 Selon l'équivalent au temps plein. Par exemple, deux emplois saisonniers de six mois correspondent, en année-personne, à un emploi.

7 RECHERCHE ET INNOVATION

De 2016 à 2020, 304 projets de recherche et d'innovation ont été réalisés dans le secteur porcin au Québec, pour des investissements de près de 40 M\$⁵⁴. En 2019, le *Guide sur les priorités de recherche dans le secteur porcin – horizon 2024*⁵⁵ a été publié.

En novembre 2020, la création de l'Office canadien de promotion et de recherche pour le porc a été annoncée. Cet office permettra le financement de projets liés à la promotion des marchés, aux services de vulgarisation et à la recherche grâce aux prélèvements de droits sur les importations de porcs vivants et de viande de porc⁵⁶.

DD — ACCÈS AU SAVOIR

Plusieurs organismes sont impliqués dans la recherche au Québec. Une maternité de recherche et de formation du Centre de développement du porc du Québec, composée d'un cheptel de 600 truies et dotée d'équipements à la fine pointe de la technologie, est en activité depuis décembre 2020 et a nécessité des investissements de près de 7 M\$. Ceux-ci viennent s'ajouter aux dépenses d'infrastructures de recherche et d'équipements dans le secteur porcin au Québec qui se sont élevées à plus de 5 M\$ de 2016 à 2020.

PRINCIPALES INNOVATIONS DE 2016 À 2020

En ce qui concerne l'alimentation de précision, les recherches ont progressé et ont notamment permis l'utilisation de systèmes de distributeurs automatiques de concentrés de type autobloquant. Plus de 100 000 truies étaient alimentées avec ce système au Québec en 2021, soit près du tiers des inventaires totaux. En outre, elles ont permis la reconnaissance de la méthode du bilan alimentaire pour valider l'efficacité environnementale d'un élevage, déterminer les éléments de régie pouvant être améliorés et à réduire les rejets de phosphore. Divers essais de formulation d'aliments ont également eu cours pour améliorer les performances technico-économiques, valider l'implantation de nouveaux intrants ou réduire l'empreinte environnementale de la production. Il est à noter que le lancement en 2017⁵⁷ de la Chaire de recherche sur les stratégies alternatives d'alimentation des porcs et des volailles a largement contribué à ces progrès.

Les résultats de recherche ont accéléré la transition vers des systèmes de production intelligents, plus durables et plus favorables au bien-être animal, notamment en rendant disponibles des processus et des outils pour l'automatisation de tâches et la numérisation des résultats, des applications d'intelligence artificielle pour la régie des troupeaux ainsi que de nouveaux équipements pour la mise bas et pour le traitement des lisiers. De nouveaux outils de collecte de données en temps réel ont également facilité la gestion des entreprises en calculant rapidement les retombées économiques de certaines décisions.

En matière de génétique, il faut souligner le développement d'un porc résistant au SRRP⁵⁸ par l'édition du génome et l'offre de nouveaux outils technologiques visant à améliorer les prises de mesures de performances et à faciliter la sélection génétique (ex. : caméra, vidéo, évaluation du comportement).

54 Principaux intervenants : Centre de développement du porc du Québec, Chaire de recherche sur les stratégies alternatives d'alimentation des porcs et des volailles de l'Université Laval, Chaire de recherche en salubrité des viandes de l'Université de Montréal, Centre de recherche en infectiologie porcine et avicole de l'Université de Montréal, Institut de recherche et de développement en agroenvironnement, Centre de recherche en sciences animales de Deschambault, Centres de recherche et de développement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada de Québec situés à Sherbrooke et Saint-Hyacinthe et universités québécoises.

55 <https://www.cdpq.ca/cdpq.ca/files/d0/d0815c8f-2c69-49ca-90d3-3c3a04d875b4.pdf>

56 [file.aspx \(cpc-ccp.com\)](#)

57 [Chaire/RDC : Centre de transfert sur la nutrition des monogastriques \(ulaval.ca\)](#)

58 <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/22618>

Pour l'amélioration de la qualité des viandes, les travaux de la Chaire de recherche en salubrité des viandes de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal à Saint-Hyacinthe ont notamment favorisé la reconnaissance des bactéries présentes à la surface des carcasses de porcs ce qui a permis d'optimiser le procédé d'abattage et d'améliorer la salubrité des produits, de même que la détermination de produits naturels de remplacement pour les antibiotiques et de moyens de lutter contre l'antibiorésistance. Rappelons que le secteur porcin du Québec s'est engagé à réduire l'usage des antibiotiques de 20 % de 2016 à 2020.

Pour la transformation, des recherches ont permis le développement de solutions de rechange aux nitrites pour la formulation de charcuteries *Clean Label* ainsi que de nouveaux traitements visant à augmenter la durée de vie des charcuteries. Il est à noter que depuis novembre 2020, le secteur peut compter sur la Chaire de recherche sur la qualité et la salubrité de la viande de l'Université Laval.

Enfin, la prévention et la gestion des maladies ont suscité plusieurs travaux, dont l'analyse des actions visant à mieux contrôler les effets de l'influenza porcin, l'élaboration d'outils et de formations en matière de biosécurité pour les producteurs et les transporteurs de porcs de même qu'à la préparation d'un plan d'action pancanadien permettant de faire face à l'arrivée éventuelle au pays de la peste porcine africaine.

8 ENJEUX ET DÉFIS

8.1 ACCÈS À LA MAIN-D'ŒUVRE

La pandémie de COVID-19 a accentué les difficultés de recrutement et de rétention de main-d'œuvre auxquelles le secteur était confronté depuis quelques années, particulièrement dans les abattoirs. Cette problématique s'est maintenant généralisée dans l'ensemble de la filière. Ce déficit de personnel freine le développement des entreprises et des produits. Le recours à la main-d'œuvre étrangère peut certes répondre en partie aux besoins du secteur. Toutefois, le contexte de rareté de main-d'œuvre perdurera et la solution passera aussi par une modernisation des méthodes de travail, des équipements et des infrastructures pour une amélioration de l'attractivité de ces employeurs et l'automatisation d'une partie des tâches.

8.2 ACCEPTABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENT

Les préoccupations des consommateurs quant au bien-être animal et à la diminution des impacts des productions animales sur l'environnement se sont imposées au cours de la dernière décennie. L'arrivée de produits de substitution tels que les protéines végétales et la viande cellulaire se veut une réponse à ces préoccupations et fera pression sur le secteur. L'adoption de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* est venue renforcer la responsabilité des acteurs du milieu à l'égard du maintien de conditions d'élevage reconnues. La montée de certains mouvements, tels l'antispécisme et le véganisme, accentue aussi la pression sur le secteur.

Dans les municipalités, les réticences envers l'implantation ou l'agrandissement de porcheries perdurent. L'intégration et l'implication de la population en périphérie des nouveaux projets porcins apparaissent comme incontournables pour favoriser l'acceptabilité de ces développements ou la modernisation d'infrastructures.

L'accentuation des impacts des changements climatiques vient aussi affecter le secteur porcin, qui doit maintenant adapter ses pratiques et ses infrastructures, par exemple pour sécuriser l'apport en eau et en aliments, et s'adapter aux périodes de canicule dans les bâtiments d'élevage.

8.3 SANTÉ ANIMALE ET MALADIES ÉMERGENTES

L'enjeu sanitaire est prépondérant pour ce secteur, car la propagation de maladies peut non seulement décimer les troupeaux, mais aussi entraîner une fermeture des frontières à l'exportation. Le maintien d'un haut statut sanitaire à l'échelle de la province est un défi constant. La surveillance et la collaboration entre les différents intervenants se sont avérées prometteuses pour le contrôle de maladies à fort impact économique tel le SRRP. Différentes méthodes et approches continuent d'être développées pour améliorer la surveillance, l'identification et le contrôle des maladies. La biosécurité demeure l'outil principal pour la prévention et doit être continuellement améliorée. La propagation de la PPA dans le monde renforce l'importance de la préparation face aux maladies à déclaration obligatoire. Les travaux sur l'élaboration de plans de mesures d'urgence à l'échelle des entreprises, du secteur, du Québec et du Canada, de concert avec tous les intervenants concernés sont à poursuivre.

8.4 ACCÈS AUX MARCHÉS

La période 2016-2020 a bien illustré à quel point l'accès aux marchés internationaux peut être affecté par des événements qui échappent au contrôle des acteurs du secteur, tels que les conflits commerciaux ou politiques, les épidémies, les épisodes climatiques extrêmes, etc. La collaboration entre les gouvernements et le secteur au regard de la préparation, entre autres, face à la PPA est un des moyens de maintenir l'accès aux marchés, en plus des négociations d'ententes commerciales. Finalement, la solidification des liens d'affaires, la proposition de produits différenciés et la diversification des marchés permettent de répartir ou d'amenuiser ces risques.

8.5 AGILITÉ DE LA FILIÈRE ET VISION À LONG TERME

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des lacunes de coordination et de communication entre les maillons de la filière qui ont nui au respect de certaines normes de bien-être animal et à un arrimage efficace entre la production et les capacités d'abattage.

La concertation et la collaboration entre les acteurs concernés sont primordiales. Une réponse agile aux différents aléas liés aux marchés ainsi qu'aux attentes des consommateurs et de la population en général passe par leur amélioration. À cet effet, les mécanismes de mise en marché doivent prendre en compte ces attentes et s'assurer de leur respect, notamment pour le bien-être animal. Les intervenants du secteur gagnent aussi à collaborer en matière de recherche et de développement pour maintenir une position favorable face aux concurrents canadiens et internationaux.

9 ANNEXES

ANNEXE 1 — CONSOMMATION

Tableau 15 — Consommation nationale de viande de porc dans différents pays (en milliers de tonnes équivalent-carcasse)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | TCAM 2016-2020 |
|------------------|---------|---------|---------|---------|--------|----------------|
| Chine | 56 086 | 55 812 | 55 295 | 44 866 | 41 521 | -7,2 % |
| Union européenne | 20 844 | 20 909 | 21 258 | 20 425 | 19 621 | -1,5 % |
| États-Unis | 9 476 | 9 541 | 9 747 | 10 066 | 10 031 | 1,4 % |
| Russie | 3 138 | 3 296 | 3 202 | 3 363 | 3 468 | 2,5 % |
| Brésil | 2 882 | 2 951 | 3 043 | 3 116 | 2 949 | 0,6 % |
| Vietnam | 2 662 | 2 743 | 2 869 | 2 493 | 2 687 | 0,2 % |
| Japon | 2 625 | 2 729 | 2 774 | 2 714 | 2 724 | 0,9 % |
| Mexique | 1 913 | 1 983 | 2 116 | 2 159 | 2 052 | 1,8 % |
| Corée du Sud | 1 894 | 1 926 | 2 001 | 2 011 | 1 980 | 1,1 % |
| Philippines | 1 732 | 1 801 | 1 883 | 1 806 | 1 281 | -7,3 % |
| Taiwan | 902 | 919 | 936 | 928 | 914 | 0,3 % |
| Autres pays | 6 657 | 6 846 | 7 105 | 7 045 | 6 941 | 1,0 % |
| TOTAL MONDE | 110 811 | 111 456 | 112 229 | 100 992 | 96 169 | -3,5 % |

TCAM : Taux de croissance annuel moyen.

Source : USDA, Foreign Agricultural Service, Livestock and Poultry: World Markets and Trade, octobre 2020 et avril 2021.

ANNEXE 2 — MARCHÉS EXTÉRIEURS ET ÉCHANGES COMMERCIAUX

Tableau 16 — Évolution du volume des exportations de viande et d'abats comestibles des principaux pays exportateurs mondiaux de 2016 à 2020

| Type de produits | Année | États-Unis | Espagne | Brésil | Canada | Allemagne | Danemark | Monde |
|---|----------------|------------|------------|------------|----------|-----------|----------|--------|
| Viande congelée (milliers tonnes) | 2016 | 816 | 777 | 628 | 482 | 671 | 387 | 5 523 |
| | 2020 | 1 491 | 1 424 | 901 | 743 | 715 | 577 | 7 996 |
| | TCAM 2016-2020 | 16,3 % | 16,3 % | 9,4 % | 11,4 % | 1,6 % | 10,5 % | 9,7 % |
| | Année | Allemagne | États-Unis | Espagne | Belgique | Pays-Bas | Canada | Monde |
| Viande fraîche (milliers tonnes) | 2016 | 1 213 | 798 | 694 | 598 | 613 | 488 | 6 219 |
| | 2020 | 1 040 | 861 | 707 | 634 | 561 | 446 | 5 844 |
| | TCAM 2016-2020 | -3,8 % | 1,9 % | 0,4 % | 1,5 % | -2,2 % | -2,0 % | -1,5 % |
| | Année | Allemagne | Espagne | États-Unis | Pays-Bas | Danemark | Canada | Monde |
| Abats comestibles (milliers tonnes) | 2016 | 672 | 294 | 468 | 255 | 236 | 128 | 3 415 |
| | 2020 | 587 | 482 | 403 | 258 | 185 | 145 | 3 074 |
| | TCAM 2016-2020 | -3,3 % | 13,2 % | -3,7 % | 0,3 % | -5,9 % | 3,1 % | -2,6 % |
| | Année | Allemagne | États-Unis | Espagne | Pologne | Pays-Bas | Canada | Monde |
| Viandes et abats transformés (milliers tonnes) | 2016 | 517 | 388 | 218 | 260 | 250 | 122 | 3 301 |
| | 2020 | 460 | 375 | 322 | 317 | 273 | 125 | 3 470 |
| | TCAM 2016-2020 | -2,9 % | -0,8 % | 10,2 % | 5,1 % | 2,3 % | 0,7 % | 1,3 % |

Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ

Tableau 17 — Variation des importations du secteur porcin québécois de 2016 à 2020

| | Année | Viande fraîche | Viande congelée | Abats comestibles | Viande et abats transformés | Animaux vivants* |
|--------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|-------------------|-----------------------------|------------------|
| Valeur (milliers de dollars) | 2016 | 8 604 | 54 041 | 3 586 | 17 599 | 175 |
| | 2020 | 1 452 | 51 515 | 3 129 | 18 908 | 56 |
| | TCAM 2016-2020 | -35,9 % | -1,2 % | -3,3 % | 1,8 % | -24,9 % |
| Volume (tonnes, *nombre de têtes) | 2016 | 2 228 | 9 201 | 2 286 | 1 302 | 240 |
| | 2020 | 378 | 8 846 | 1 611 | 1 397 | 91 |
| | TCAM 2016-2020 | -35,8 % | -1,0 % | -8,3 % | 1,8 % | -21,5 % |

Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ

ANNEXE 3 — PRODUCTION

Tableau 18 — Production (x 1 000 tonnes métriques équivalent-carcasse)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Part 2018 | Part 2020 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|--------------|--------------|
| Chine | 48 905 | 51 070 | 49 500 | 52 350 | 53 800 | 56 710 | 54 870 | 52 990 | 54 518 | 54 040 | 42 550 | 36 340 | 48 % | 38 % |
| Union européenne comportant 28 pays | 22 010 | 22 627 | 22 953 | 22 526 | 22 450 | 22 540 | 23 249 | 23 866 | 22 758 | 23 156 | 22 996 | 23 219 | 21 % | 24 % |
| États-Unis | 10 442 | 10 186 | 10 331 | 10 555 | 10 580 | 10 368 | 11 121 | 11 320 | 11 611 | 11 943 | 12 543 | 12 845 | 11 % | 13 % |
| Autres | 10 114 | 10 329 | 10 347 | 10 800 | 11 069 | 10 734 | 10 601 | 10 776 | 10 783 | 11 093 | 11 211 | 11 033 | 10 % | 12 % |
| Brésil | 3 130 | 3 195 | 3 227 | 3 330 | 3 370 | 3 400 | 3 519 | 3 700 | 3 725 | 3 763 | 3 975 | 4 125 | 3 % | 4 % |
| Russie | 1 844 | 1 920 | 2 000 | 2 075 | 2 190 | 2 510 | 2 615 | 2 870 | 2 959 | 3 155 | 3 324 | 3 611 | 3 % | 4 % |
| Vietnam | 2 090 | 2 090 | 2 130 | 2 175 | 2 220 | 2 431 | 2 548 | 2 701 | 2 741 | 2 811 | 2 430 | 2 467 | 3 % | 3 % |
| Canada | 1 788 | 1 771 | 1 797 | 1 840 | 1 835 | 1 805 | 1 899 | 1 914 | 1 958 | 1 955 | 2 000 | 2 115 | 2 % | 2 % |
| Total | 100 323 | 103 188 | 102 285 | 105 651 | 107 514 | 110 498 | 110 422 | 110 137 | 111 053 | 111 916 | 101 029 | 95 755 | 100 % | 100 % |

Source : USDA

Tableau 19 — Nombre de truies en production (x 1000 têtes)

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Brésil | 2 960 | 2 890 | 2 925 | 2 900 | 2 910 | 2 900 | 2 930 | 2 940 | 2 945 | 2 950 | 2 975 | 3 005 |
| Chine | 50 100 | 49 100 | 47 500 | 49 280 | 49 250 | 50 000 | 47 000 | 44 000 | 42 500 | 43 610 | 37 000 | 30 000 |
| États-Unis | - | 5 744 | 5 694 | 5 759 | 5 595 | 5 573 | 5 749 | 5 898 | 6 007 | 6 041 | 6 231 | 6 217 |
| Canada | - | 1 381 | 1 316 | 1 270 | 1 177 | 1 241 | 1 279 | 1 228 | 1 244 | 1 215 | 1 227 | 1 261 |
| Union européenne comportant 28 pays | - | 9 356 | 9 004 | 8 735 | 8 540 | 8 603 | 8 410 | 8 274 | 8 286 | 8 055 | 8 089 | 8 066 |
| Espagne | - | 1 624 | 1 634 | 1 550 | 1 492 | 1 626 | 1 669 | 1 667 | 1 623 | 1 677 | 1 732 | 1 740 |
| France | - | 1 116 | 1 103 | 1 076 | 1 043 | 1 035 | 1 011 | 986 | 998 | 1 018 | 984 | 1 035 |
| Danemark | - | 1 286 | 1 239 | 1 229 | 1 258 | 1 245 | 1 237 | 1 236 | 1 260 | 1 243 | 1 244 | 1 273 |

Union européenne : truies saillies; Canada : truies ayant mis bas de juillet à décembre; États-Unis : truies ayant mis bas de juin à décembre; Brésil : truies en inventaire au début de l'année.

Sources : USDA, Eurostat et AAC; compilation du MAPAQ

RÉALISATION

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
Sous-ministériat aux marchés, à la transformation et aux politiques intergouvernementales

COORDINATION ET RÉDACTION

Direction du développement des secteurs agroalimentaires
Sarah-Claude Vanlandeghem

COLLABORATION À L'ANALYSE ET À LA RÉDACTION

Sous-ministériat aux marchés, à la transformation et aux politiques intergouvernementales
Direction du développement des secteurs agroalimentaires
Direction du développement du secteur de la transformation alimentaire

Sous-ministériat aux politiques bioalimentaires, aux programmes et à l'innovation
Direction de la planification, politiques et études économiques
Direction à la science, à l'innovation et aux programmes

Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments
Direction de la santé animale
Direction des stratégies d'inspection et de la réglementation

Sous-ministériat au développement durable, territorial et sectoriel
Direction de l'appui à l'agriculture durable

RELECTURE

Félicien Hitayezu, Yvon Forest et Pierre Dumoulin

COLLABORATIONS SPÉCIALES

L'Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière
Les abattoirs de porcs signataires de la convention de mise en marché
Les Éleveurs de porcs du Québec
La Financière agricole du Québec
Le Centre d'études sur les coûts de production en agriculture

SOUTIEN TECHNIQUE ET PHOTOGRAPHIES

Direction du développement des secteurs agroalimentaires
Direction des communications

RÉVISION LINGUISTIQUE

Des mots et des lettres

© Gouvernement du Québec
Dépôt légal : 2022
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
Format : [PDF]
ISBN : 978-2-550-91717-5

